



RAPPORT D'ACTIVITÉ 2025

SOMMAIRE

EDITO	04
TEMPS FORTS / FOCUS	06
SIDACTION S'ENGAGE	16
SIDACTION EN CHIFFRES	17
REGARDS CROISÉS	18
I. ENSEMBLE, PROTEGEONS TOUS LES AMOURS	20
II. ENSEMBLE, PRENONS SOIN DES PLUS VULNERABLES	25
III. ENSEMBLE, PRESERVONS LA QUALITE DE VIE	30
TRANSPARENCE ET INDÉPENDANCE	36
BILAN FINANCIER	38
ANNEXES	46

EDITO

Des programmes de prévention et de dépistage interrompus dans de nombreux pays, des projets de recherche dont le financement s'assèche du jour au lendemain, des associations fortement fragilisées... 2025 a marqué un basculement

préoccupant, confirmé dès 2026 par la poursuite des baisses de financements. Plus que jamais, nous devons rester mobilisé.e.s pour mettre fin au VIH.



L'année 2025 marque un tournant. Les décisions prises par le gouvernement américain de mettre fin au financement de milliers de projets d'aide au développement ont provoqué un choc mondial pour la lutte contre le VIH. Une enquête menée par Coalition Plus, Sidaction et Frontline AIDS dans 47 pays en témoigne : depuis la suspension de ces financements, 69 % des 79 organisations interrogées ont réduit de moitié leur capacité d'accompagnement des personnes vivant avec le VIH ; 51 % signalent un impact direct sur les programmes destinés aux mères et aux enfants ; 86 % font état d'une moindre disponibilité, voire d'une indisponibilité, des préservatifs et lubrifiants.

Ce tournant est aussi idéologique. Partout dans le monde, les droits humains reculent. Dans de nombreux pays, les personnes LGBT sont criminalisées, les droits des femmes à disposer de leur corps sont remis en cause, l'accès aux soins des personnes migrantes se restreint. Ces discriminations nourrissent l'épidémie de VIH et fragilisent les avancées obtenues au fil des décennies. La France, qui s'engage dans une baisse de l'aide publique au développement, a aussi sa responsabilité dans ce recul des solidarités.

Dans notre pays, les signaux d'alerte se multiplient. Le nombre de découvertes de séropositivité ne diminue plus. Le nombre de diagnostics est même en hausse chez les 15-24 ans entre 2014 et 2023, particulièrement les jeunes mineurs isolés et ceux vivant en outre-mer. Dans le même temps, les associations de terrain sont fortement fragilisées par le recul des financements publics, et leurs équipes sont souvent exténuées. Pourtant, les besoins vont croissant, en raison d'une précarisation des personnes qu'elles accompagnent, mais aussi de parcours de soins complexes pour celles qui avancent en âge, souvent atteintes de plusieurs pathologies en plus du VIH.

La recherche scientifique n'est pas épargnée par les bouleversements en cours. Selon la revue Nature, 7.800 financements de projets scientifiques, en particulier liés aux maladies infectieuses, ont été suspendus ou définitivement stoppés au cours de l'année 2025 par l'administration Trump. En France, la recherche pâtit d'un sous-financement chronique, dont celle sur le VIH fait aussi les frais.

Face aux incertitudes budgétaires, Sidaction a fait le choix de renforcer son soutien aux associations en leur offrant davantage de visibilité financière. Depuis 2024, les financements sont attribués pour deux ans, afin de permettre aux structures de mieux se projeter dans la durée. Sidaction a maintenu ses engagements financiers en 2025, et a mis en place un fonds d'urgence pour soutenir les associations internationales les plus durement touchées par les coupes américaines.

Cette évolution s'inscrit dans une stratégie renouvelée pour la période 2025-2028. Elle repose sur trois grandes missions : protéger tous les amours, prendre soin des plus vulnérables et préserver la qualité de vie. En suivant ces orientations, Sidaction poursuit ses métiers historiques : financer les acteurs de terrain, renforcer leurs capacités d'agir, défendre les droits et contribuer aux progrès scientifiques.

Si la lutte contre le VIH demeure au cœur de l'identité de Sidaction, l'évolution de l'épidémie nous conduit à élargir notre approche. Accompagner les personnes vivant avec le VIH, c'est aussi agir sur l'ensemble des enjeux de santé sexuelle et globale, en prévenant les comorbidités, en améliorant la qualité de vie, en agissant pour un vieillissement en bonne santé malgré la présence du virus.

Enfin, face aux menaces qui pèsent sur la vie associative et les droits fondamentaux, Sidaction renforce son engagement collectif. Aux côtés d'autres organisations, nous défendons la liberté associative, l'accès aux soins et la protection des droits humains, en France comme à l'international. La lutte contre le VIH ne peut progresser que dans des sociétés qui garantissent l'égalité et la dignité de toutes et tous.

Malgré les obstacles, notre volonté demeure intacte. Partout, les acteurs de terrain poursuivent leur mobilisation, innovent et accompagnent les personnes concernées. Dans les laboratoires, les chercheurs progressent dans la compréhension du VIH, dans l'objectif ultime de trouver un moyen d'en guérir. Grâce au soutien fidèle du grand public, des médias et de l'ensemble de nos partenaires, Sidaction continue de financer la recherche et les associations, et de défendre une conviction : un monde sans sida reste possible.

Plus que jamais, Sidaction reste mobilisée.

Françoise Barré-Sinoussi
Présidente de Sidaction et lauréate
2008 du prix Nobel de médecine

Line Renaud
Vice-présidente de Sidaction

Florence Thune
Directrice générale de Sidaction

TEMPS FORTS

Février « Trois heures ensemble »

Sidaction a ouvert ses portes à des donateur.ice.s, les invitant à une table ronde sur le thème « Femmes et VIH ». Un moment d'échanges enrichissants avec chercheur.se.s et associations, afin de renforcer leur engagement en faveur de la lutte contre le VIH.

Mars Sidaction médias

« Grâce à la recherche, on peut vivre avec le VIH, en aidant la recherche on pourra vivre sans » : tel était le mot d'ordre de la campagne diffusée par les 33 médias partenaires de Sidaction, à l'occasion de ce week-end annuel d'appel aux dons. L'association a dévoilé un titre inédit, « Grand Soleil », composé par Damso et auquel 18 artistes du rap et de la pop ont prêté leur voix. Au terme de trois jours de mobilisation, Sidaction a collecté 3.909.357 euros. En parallèle, le « Sidaction prisons » a donné lieu à des ateliers de sensibilisation au VIH, de prévention et de dépistage rapide, ainsi que des tournois sportifs, dans 58 établissements pénitentiaires. Les dons effectués par les détenu.e.s et le personnel ont atteint 7.200 euros.



Janvier Dîner de la mode

Événement phare de la mobilisation du milieu de la mode pour la lutte contre le VIH, la 22^e édition du Dîner de la mode, organisée en clôture de la Fashion Week parisienne, s'est tenue au Pavillon Vendôme. Rassemblées autour de l'ambassadeur de Sidaction, Jean-Paul Gaultier, de nombreuses personnalités de la mode, de la musique, du cinéma et des médias ont répondu présent. Cette soirée a permis de collecter 705.000 euros.

Mars Journée scientifique de Sidaction

Lors de cette 11^e édition organisée au campus des Cordeliers (Paris 6^e), des chercheur.se.s financé.e.s par Sidaction ont présenté leurs travaux devant leurs pair.e.s. Au programme de cette journée, reflétant la diversité de la communauté scientifique du VIH : la dynamique du cycle viral, la réponse immunitaire au VIH, et, côté sciences humaines et sociales, les populations clés, l'histoire de la lutte contre le VIH.

Juin Marche des fiertés

Solidaire avec la communauté LGBT+, Sidaction a partagé son char avec les drag-queens de Sidragtion, réunies dans une « Unité Sexuelle d'Intervention ». Face aux violences et aux menaces qui pèsent sur les droits des personnes LGBT+, Sidaction a choisi de mettre en l'avant l'amour, sous le mot d'ordre « *Love is your emergency call* ».

Juin Journées du RésOM

Organisées à Paris, ces quatre journées ont rassemblé les associations ultramarines partenaires de Sidaction, regroupées depuis 2022 dans le RésOM. Au programme de ces rencontres qui visent à renforcer la coordination interassociative en outre-mer, des partages d'expériences de terrain, ainsi que des visites de trois associations parisiennes (URACA, PASTT, Actions Traitements).



Juin Atelier « Bien vieillir avec le VIH »

Dans la lignée des recommandations émises en 2023 par le groupe « Bien vieillir avec le VIH », cet atelier visait à en actualiser le contenu, et à définir des moyens de plaider auprès des pouvoirs publics. Des groupes de travail ont planché sur quatre thèmes (interventions non médicamenteuses, lutte contre les discriminations, coordination des parcours de soins, centralisation des démarches administratives), avant restitution générale le lendemain.



Juillet Université des jeunes plaideur.se.s

En partenariat avec le Réseau Grandir Ensemble, Sidaction a organisé sa première Université des jeunes plaideur.se.s à Brazzaville (République du Congo), dans le cadre du projet Passerelles soutenu par Expertise France. Cet événement a rassemblé 19 jeunes militant.e.s de 13 pays d'Afrique de l'ouest et du centre, engagé.e.s dans la lutte contre le VIH pédiatrique. Par des partages d'expériences, des exercices en « classe inversée » et de mise en situation, il s'agissait d'outiller cette nouvelle génération, désireuse de porter la voix des enfants, adolescent.e.s et jeunes vivant avec le VIH.

Septembre Convention Sidaction

Organisée tous les deux ans, cette journée de rencontre entre acteur.ice.s de la lutte contre le VIH, venu.e.s de France et d'Afrique francophone, a été l'occasion de faire le point sur les défis actuels et à venir. Parmi eux, l'érosion du financement des associations, qui font craindre une reprise épidémique, une baisse des capacités d'accompagnement des personnes vivant avec le VIH (PVVIH). Face aux inquiétudes budgétaires, les participant.e.s ont mené la réflexion sur les pistes d'adaptation du milieu associatif.

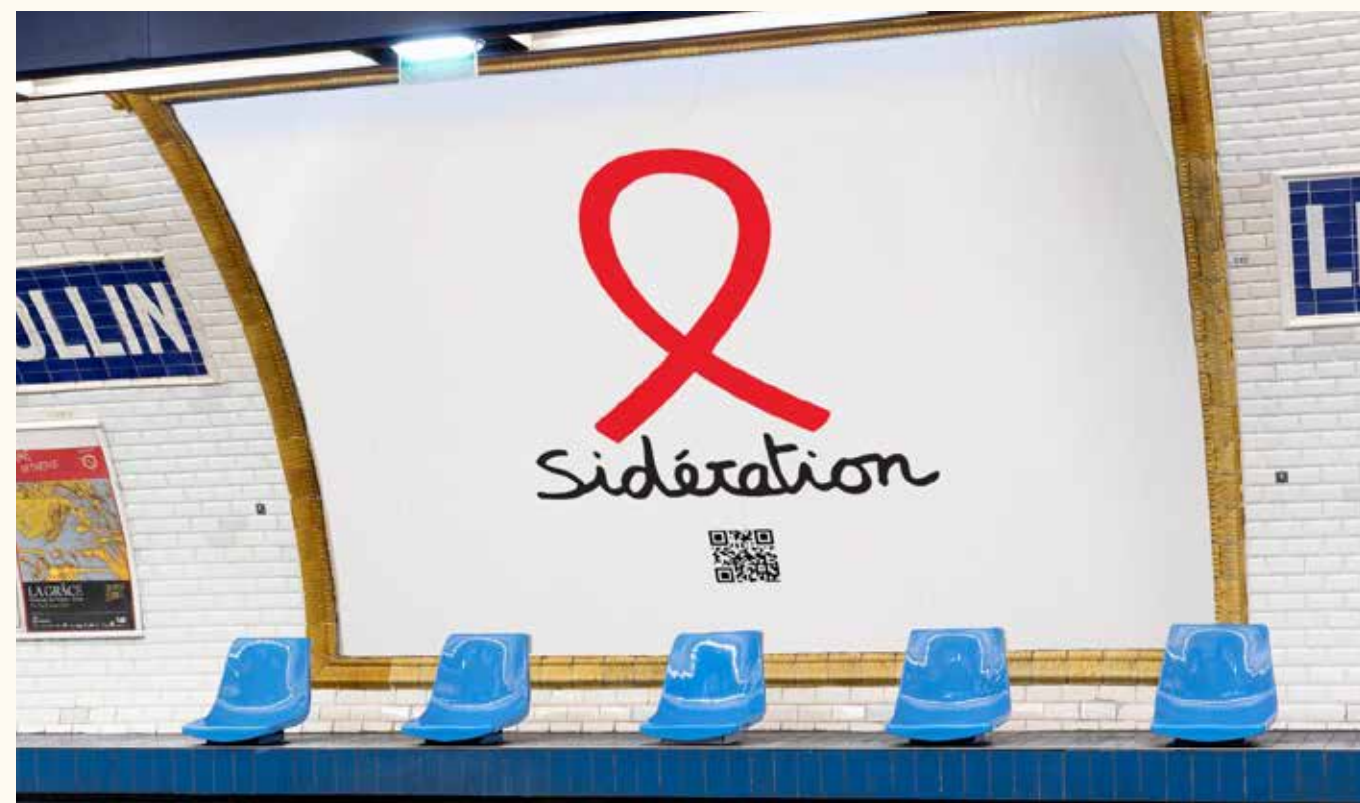


Octobre Quand Sidaction devient « Sidération »

En amont de l'examen parlementaire du projet de loi de finances, Sidaction a mené une campagne de sensibilisation, réalisée par l'agence Joga, pour alerter sur le recul de la solidarité internationale et la baisse de l'aide publique au développement. En modifiant son logo pour la première fois de son histoire, Sidaction, sous le nom de « Sidération », a ainsi fait part de son sentiment quant à une évolution budgétaire qui met des vies en danger.

Novembre Rencontre des PVVIH en Occitanie

A la veille du congrès annuel de la Société française de lutte contre le sida (SFLS), une quarantaine de PVVIH, venues de toute l'Occitanie, ont mené à Montpellier un travail de réflexion sur quatre grands axes : prise en charge globale, lutte contre les discriminations, inégalités territoriales dans l'offre de soins, conditions de vie des personnes vieillissant avec le VIH. Cofinancée par Sidaction, cette journée de travail, qui a abouti à des recommandations, s'inscrit dans la lignée des Etats généraux des personnes vivant avec le VIH (Paris, mai 2024).



Novembre Des donateur.ice.s à la rencontre des chercheurs

L'Institut de recherche en infectiologie de Montpellier (IRIM) a organisé pour les donateur.ice.s de Sidaction une conférence faisant le point sur les pistes de recherche contre le VIH. Elle a été suivie d'une visite de laboratoires, afin de faire comprendre le travail quotidien des chercheur.se.s et les défis auxquels ils.elles font face.

Décembre Campagne Alpha Safe

A l'occasion de la journée mondiale de lutte contre le sida du 1er décembre, Sidaction, accompagné par l'agence MNSTR, a lancé la campagne 'Alpha Safe', sur le thème « Quand la masculinité toxique devient virale, rétablir les faits devient vital ». Diffusée sur TikTok, une série de vidéos reprenant les codes des influenceurs 'alpha' visait à réinscrire prévention, respect et information de qualité dans les feeds – les fils d'actualités, sur les réseaux sociaux – des jeunes hommes. En parallèle, Sidaction a publié les résultats d'un sondage réalisé par OpinionWay, révélant la percée des discours masculinistes parmi les hommes, quel que soit leur âge.



Décembre Rencontre scientifique et solidaire

A la croisée entre recherche scientifique et associations, Sidaction a organisé à Lyon une rencontre d'acteur.ice.s locaux.ales évoluant dans ces deux mondes. Outre la présentation de travaux de recherche et d'actions associatives menés en Auvergne-Rhône-Alpes, le débat a porté sur les moyens de diffusion des résultats de la recherche parmi les personnes concernées. Face à une appropriation très inégale des savoirs scientifiques, freinée par des écueils sociaux, culturels et économiques, les participant.e.s ont réaffirmé l'importance de la médiation en santé.

APPELS À PROJETS 'HIV CURE'

SIDACTION S'ENGAGE POUR LA RECHERCHE DE TRAITEMENTS DE RÉMISSION/GUÉRISON

En janvier 2025, Sidaction dévoilait la liste des six travaux de recherche retenus dans le cadre de son premier appel à projets sur le 'HIV Cure'. Face au succès de cette initiative, menée en partenariat avec l'association néerlandaise Aidsfonds, un deuxième appel a été lancé en 2025.

Pourra-t-on un jour guérir du VIH ? Trente ans après l'arrivée des premières trithérapies, tel est l'horizon que se fixe désormais la recherche. Car, s'il est désormais possible aux personnes vivant avec le VIH d'avoir une espérance de vie similaire à la population générale, les antirétroviraux, seul rempart contre le virus, constituent une lourde contrainte. « Proposer un traitement à vie aux 40 millions de personnes qui vivent avec le VIH à travers le monde, cela ne peut plus être la seule proposition », estime Jane Deuve, directrice du pôle scientifique de Sidaction.

Si les antirétroviraux sont très efficaces contre le virus circulant, ils sont inactifs contre les réservoirs cellulaires du VIH. C'est dans ceux-ci que le virus se réfugie, de manière intégrée au génome de son hôte, pour mieux 'rebondir' lorsque le traitement antirétroviral est interrompu. « La difficulté réside dans le fait que ces réservoirs sont capables d'alimenter la prolifération virale quand on arrête les traitements. Ils sont distribués dans plusieurs tissus, ce qui complique la tâche », explique Jane Deuve.

Une recherche très active

D'où le concept de 'HIV Cure', qui en recèle plutôt deux, proches mais clairement distincts : d'une part, la rémission, qui désigne une situation où la charge virale d'une personne vivant avec le VIH reste indétectable, même après l'arrêt du traitement. D'autre part, la guérison, qui vise quant à elle à éliminer totalement le réservoir viral présent dans l'organisme.

La recherche sur le 'HIV Cure' est en pleine effervescence. « Il se passe beaucoup de choses, avec des projets passionnants. C'est aussi pour cela que Sidaction souhaite s'engager plus avant sur le sujet », explique Jane Deuve. Au-delà du financement de projets de recherche et du soutien de jeunes chercheur.se.s, l'association a en effet décidé de contribuer, de manière encore plus résolue, à la quête d'un traitement 'HIV Cure'. Pour cela, elle s'est alliée en 2024 avec l'association néerlandaise Aidsfonds, en vue d'un premier appel à projets visant à financer des projets de qualité, à hauteur de 2 millions d'euros issus pour moitié de chacune des deux associations.

Six projets cofinancés par Sidaction et Aidsfonds

En janvier 2025, les résultats de ce premier appel à projets étaient rendus publics : six travaux de recherche, menés aussi bien en France et aux Pays-Bas que dans des pays africains, ont été retenus. Parmi ces projets, l'un, mené par l'équipe de Michaela Müller-Trutwin à l'Institut Pasteur, a trait à l'utilisation combinée d'anticorps neutralisants à large spectre (bNAbs) avec une molécule stimulant les cellules immunitaires (l'interleukine-21), dans l'objectif de réduire les réservoirs viraux et de maintenir un contrôle à long terme de l'infection.

Les bNAbs constituent l'une des pistes les plus prometteuses de recherche 'HIV Cure'. Découverts chez de rares patients (environ 1 %) qui parviennent à contrôler le virus sans traitement, ces anticorps maintiennent leur capacité à neutraliser le VIH au fil du temps, et ce malgré l'évolution constante du virus. Des études sont en cours afin d'évaluer si l'administration d'une cure de bNAbs permettrait d'induire un état de rémission, avec un VIH réduit au silence sans besoin de recourir aux antirétroviraux.

Au-delà de la science fondamentale, cet appel à projets, en accord avec les convictions de Sidaction sur la nécessité d'une recherche multidisciplinaire contre le VIH, accorde aussi une place importante aux travaux de sciences humaines et sociales.

Ainsi, l'un des projets retenus, mené par l'équipe de Christel Protière (Inserm), a trait au rôle des professionnel.le.s de santé dans les essais cliniques sur la guérison/rémission du VIH, afin d'améliorer la communication avec leurs patient.e.s et de renforcer l'éthique des essais. Un autre projet, mené au Centre médical universitaire d'Utrecht (Pays-Bas), s'intéresse aux interruptions de traitement analytique requises lors de ces essais, afin de s'assurer qu'elle respectent bien les besoins et préoccupations des participant.e.s.

Suite au succès de ce premier appel à projets, Sidaction et Aidsfonds ont décidé d'en lancer un deuxième, de nouveau doté d'un montant de deux millions d'euros. Les résultats ont été annoncés mi-janvier 2026, distinguant quatre projets de grande qualité, aussi bien de science fondamentale que de sciences humaines et sociales.

FACE AU CHOC AMÉRICAIN

SIDACTION RENFORCE SON SOUTIEN AUX ASSOCIATIONS AFRICAINES

Début 2025, l'annonce du gel des financements américains a plongé de nombreuses associations africaines dans la tourmente. Sidaction a mobilisé une aide exceptionnelle pour soutenir 12 de ses

partenaires, et ainsi limiter autant que possible l'impact de ces coupes sur la prévention et l'accès aux soins.



Tout juste arrivé à la Maison-Blanche, Donald Trump annonçait en janvier 2025 le gel des financements américains d'aide au développement. Pour les acteurs de la lutte contre le VIH, c'est un choc sans précédent, qui pourrait anéantir trois décennies de progrès en faveur de la santé mondiale.

Six mois après cette décision, l'Onusida estimait que, en cas d'arrêt complet des services de traitement et de prévention financés par les Etats-Unis, six millions de nouvelles infections par le VIH et quatre millions de décès supplémentaires pourraient survenir d'ici 2029.

Les Etats-Unis constituent en effet, et de loin, le premier bailleur de fonds de la lutte contre le VIH. Que ce soit à travers leur contribution au Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme, dont un tiers des subventions sont d'origine états-unienne. Ou bien grâce au Plan d'urgence américain visant à mettre fin à l'épidémie du sida (PEPFAR), un programme massif d'aide bilatérale lancé en 2003 et destiné aux pays du Sud, désormais à l'arrêt.

Les partenaires de Sidaction frappés de plein fouet

Du jour au lendemain, de nombreuses associations, notamment d'Afrique subsaharienne, ont subi une chute brutale de leurs financements, conduisant nombre d'entre elles à réduire leurs activités. C'est le cas des partenaires africains de Sidaction, dont plusieurs ont connu un effondrement de leurs ressources, aux conséquences immédiates.

Au Cameroun, l'association Horizon Femmes, qui se consacre à la prévention, à la prise en charge médicale et à l'accompagnement des travailleuses du sexe (TDS), a ainsi perdu 85 % de ses financements, et a dû licencier trois quarts de ses salariées.

A Abidjan (Côte d'Ivoire), Espace confiance a quant à elle perdu 110 emplois, en raison d'une baisse de 50 % des subventions. Ce qui l'a conduite à interrompre ses programmes d'accès aux populations clés, en particulier les hommes ayant des rapports sexuels avec des hommes (HSH) et les TDS, ainsi que l'appui aux familles touchées par le VIH, notamment l'aide nutritionnelle.

Convaincue que la lutte contre le VIH ne peut exister sans les associations, Sidaction a aussitôt pris la mesure de la menace et réagi en conséquence. En plus de ses financements courants (d'un montant d'environ 2,13 millions d'euros à l'international en 2025), elle a mobilisé sur ses fonds propres une enveloppe exceptionnelle de près de 252.000 euros afin d'épauler ses partenaires dans l'épreuve. En 2020, lors de la crise Covid-19, Sidaction était déjà venue au secours des associations par le versement d'aides exceptionnelles.

12 associations aidées par Sidaction

Selon Sandrine Fournier, directrice du pôle financement des associations de Sidaction, « il s'agissait de laisser aux associations le temps de réorganiser leurs activités afin d'éviter des suppressions de postes immédiates ». Finalement, 12 partenaires de Sidaction, dont les activités ont été lourdement impactées par l'arrêt des financements américains, ont reçu entre 15.000 et 25.000 euros chacune.

Parmi ces associations, 11 se situent en Afrique subsaharienne, à savoir au Mali, au Togo, au Burkina Faso, au Burundi, au Cameroun et en Côte d'Ivoire. Quant à la 12ème, Tochka Opory, elle œuvre pour l'accompagnement des personnes vivant avec le VIH en Ukraine, pays en guerre également touché par la fin des financements américains.

Si ces coupes budgétaires menacent directement la survie des organisations, la présidente d'Horizon Femmes, Denise Ngatchou, indique que, grâce à l'action de ses bénévoles et à l'aide financière de Sidaction, l'association est parvenue à maintenir un service minimum dans l'ensemble des sites qu'elle couvre.

De manière distincte de ces financements exceptionnels, Sidaction consacre chaque année une enveloppe de 30.000 euros à des aides d'urgence, destinées à épauler ses partenaires en cas d'imprévu. « Il peut par exemple s'agir de situations d'urgence vitale. Par exemple lorsqu'une jeune fille vivant avec le VIH en grande précarité se trouve dans l'obligation de suivre une dialyse, que l'association ne peut pas prendre en charge », explique Sandrine Fournier. Ou bien des mises à l'abri de personnes victimes de violences, en raison de leur identité de genre et/ou de leur orientation sexuelle.



ASSOCIATIONS VIH EN DANGER

SIDACTION PLAIDE POUR DES FINANCEMENTS DURABLES

**Sans les associations, pas de lutte contre le VIH.
Face aux baisses de subvention et au désengagement
de l'Etat, Sidaction se mobilise pour qu'elles puissent
bénéficier de financements stables et pérennes.**

Alors que le nombre de contaminations par le VIH ne diminue plus, que la précarité progresse parmi leurs publics, les associations connaissent des difficultés financières croissantes. En cause, la baisse des subventions publiques, des retards dans leur versement, aussi bien de la part des agences régionales de santé (ARS) que des mairies.

A cela s'ajoute l'extension de la « prime Ségur » aux structures associatives, adoptée à l'été 2024, qui impose à chacune un rattrapage salarial pour ses employé.e.s - à hauteur de 248 euros brut par salarié.e à temps plein, parfois de manière rétroactive. En l'absence de compensation par l'Etat, cette mesure constitue un très lourd fardeau financier pour des structures déjà fragilisées. Selon un sondage mené par Sidaction auprès de 40 associations, 52 % disent ne pas pouvoir appliquer la prime Ségur, 42 % seulement de manière partielle, 6 % totalement.

Victimes d'un désengagement de l'Etat, « de nombreuses associations ont dû mettre fin à des activités qui n'étaient plus financées », déplore Hélène Roger, directrice du pôle plaidoyer de Sidaction. « D'autres ont choisi de maintenir ces activités, ce qui implique une surcharge de travail pour des équipes dont les missions sont déjà très denses ». Selon l'Observatoire national de l'économie sociale et solidaire (Oness), le secteur associatif français, tous domaines confondus, aurait perdu 12.305 emplois entre fin 2024 et fin 2025.

A l'initiative de Sidaction, un collectif de 93 associations et 175 acteur.ice.s de la lutte contre le VIH a publié, mi-septembre, une tribune dans *L'Humanité*, sous le titre *Sans les associations, nous perdrons le combat*. Les signataires appellent l'Etat à « garantir des enveloppes budgétaires dédiées, stables et pérennes aux associations de lutte contre le VIH », à « rétablir les emplois aidés et les contrats adultes-relais », et à « prévoir pour les associations de lutte contre le VIH/sida la compensation de la prime Ségur ». Quant aux bailleurs publics, dont les ARS, ils devraient, entre autres, « favoriser les appels à projets pluriannuels et simplifiés pour pérenniser les projets ayant démontré leur efficacité ». Dans son rôle de « plaidoyer bailleur », Sidaction a opté, en 2024, pour des appels à projets non plus annuels, mais bisannuels.

Une campagne d'interpellation des parlementaires

Suite à sa tribune, Sidaction a lancé une campagne d'interpellation des député.e.s et sénateur.ice.s, « Ensemble, défendons les associations ». Pour cela, elle a mis en ligne sur son site un système de messagerie grâce auquel tout.e citoyen.ne peut expédier un courrier, reprenant les termes de la tribune, aux élu.e.s de son choix. Près de 1.000 personnes ont pu directement contacter leurs parlementaires.

Par cette campagne, « il s'agissait de permettre à toute personne de s'adresser directement à son député, plutôt que ce soit Sidaction qui interpelle l'ensemble des parlementaires », explique Anaïs Saint-Gal, chargée de plaidoyer de l'association. « Comme l'idée était de défendre les acteur.ice.s associatif.ve.s, il fallait justement que ce soit eux.elles qui effectuent leurs propres remontées de terrain, plutôt qu'un acteur national qui prenne la parole en leur nom ». Signe de l'efficacité de cette stratégie, plusieurs député.e.s se sont manifestés directement auprès des personnes qui les avaient interpellés, afin de mieux comprendre la situation.

Certaines des mesures proposées par la tribune, notamment celles relatives à la prime Ségur, ont fait l'objet d'amendements au projet de loi de finances (PLF 2026) et à celui de loi de financement de la sécurité sociale (PLFSS 2026). Malgré l'attention accordée par plusieurs politiques aux difficultés que traversent les associations, ces amendements n'ont pas été retenus en commission mixte paritaire.

La mobilisation s'est prolongée sous forme de « die-in » lors du congrès de la Société française de lutte contre le sida (SFLS), fin novembre à Montpellier. Dans un communiqué, les acteur.ice.s de la lutte contre le VIH et les hépatites se sont insurgé.e.s contre « les effets dévastateurs des mesures d'austérité » prévues par le PLFSS 2026, qui pourrait entraîner « des programmes de prévention annulés, des permanences fermées, des équipes licenciées, et des publics vulnérables livrés à eux-mêmes ».

En Afrique, faciliter les relations avec les bailleurs

Autre continent, mais même soutien aux associations : en mai 2025 à Lomé (Togo), Sidaction a organisé un atelier « relations bailleurs », pour répondre aux difficultés rencontrées par ses associations partenaires d'Afrique de l'ouest et du centre du fait des pratiques de leurs bailleurs. Pendant cinq jours, 16 représentant.e.s associatif.ve.s ont réfléchi à des pistes de solutions et à de futures recommandations destinées à leurs bailleurs de fonds.

Cet atelier fait suite à une étude menée par Sidaction auprès de ses partenaires africains, qui détaille l'impact des contraintes imposées par les bailleurs sur leur travail et leur organisation. Selon Hélène Roger, « dans un contexte de financement plus difficile, les bailleurs doivent d'autant plus adopter des pratiques vertueuses, afin que les associations ne s'épuisent pas à chercher des fonds, faire du suivi, produire des données et des rapports chronophages qui ne seront pas forcément utilisés. Au contraire, il faut qu'elles puissent consacrer le maximum de temps à l'amélioration de la prise en charge et aux actions de prévention ».



SIDACTION S'ENGAGE

Le nouveau cadre stratégique 2025-2028

Depuis 1994, l'association s'est construite sur une double ambition : soutenir la recherche scientifique et accompagner les acteurs associatifs et communautaires qui œuvrent au quotidien auprès des personnes vivant avec le VIH ou très exposées au risque de contamination. Depuis quelques années, malgré les progrès médicaux et la diversification des outils de prévention, le nombre de nouvelles infections ne baisse plus, en France et dans certaines régions du monde. Parallèlement, de nouveaux enjeux émergent, tels que le vieillissement avec le VIH et ses conséquences au long cours, la persistance des discriminations basées sur le genre, l'orientation sexuelle ou le statut sérologique, et une dégradation progressive de l'accès à la santé pour de nombreuses populations aux droits toujours plus menacés.

Dans ce contexte, et pour mieux répondre à son objet social visant à mettre fin à l'épidémie de VIH, Sidaction fait évoluer sa stratégie à la croisée de la santé sexuelle, des droits humains et de la santé publique. Cette ambition se décline autour de trois missions structurantes et reposant toujours sur la force du collectif, profondément ancrée dans l'identité de l'association.

La première mission, « Ensemble, protégeons tous les amours », vise à réduire fortement les nouvelles infections sexuellement transmissibles et à améliorer la santé sexuelle de chacun.e. Il s'agit ainsi de soutenir un accès élargi à la prévention et au dépistage du VIH et des IST, avec l'objectif de faire descendre les nouvelles contaminations par le VIH à moins de 500 par an en France d'ici à 2030 et contribuer à une baisse significative en Afrique de l'Ouest et du Centre. Cet effort passe par un appui renforcé aux associations communautaires, notamment pour atteindre les populations les plus exposées au risque de contamination. Un accent fort est également mis sur les jeunes, en promouvant leur information et leur autonomisation sur les enjeux de sexualité, de droits et de santé sexuelle, ainsi qu'en renforçant le plaidoyer en faveur de l'éducation à la vie affective et sexuelle. En parallèle, Sidaction contribuera aux avancées scientifiques en finançant la recherche sur les IST et leurs impacts, tout en poursuivant un engagement actif contre les stigmatisations liées à l'orientation sexuelle, au genre ou au statut sérologique.

La deuxième mission, « Prendre soin des plus vulnérables », s'inscrit dans une logique de justice sociale. Elle part du constat que les outils de lutte contre le VIH existent, mais ne bénéficient pas à tous et toutes de manière équitable. En France comme à l'international, certaines populations notamment les personnes migrantes, les travailleuses du sexe ou les personnes transgenres restent particulièrement exposées et rencontrent des obstacles importants dans l'accès aux soins. En Afrique de l'Ouest et du Centre, les inégalités sont encore plus marquées, et s'y ajoutent celles concernant les enfants, dont l'accès au traitement demeure largement insuffisant. Face à ces constats, Sidaction renforce son soutien aux associations accompagnant ces publics, envisage le développement de projets spécifiques, notamment sur le VIH pédiatrique, et intensifie ses actions de plaidoyer pour garantir le droit à la santé pour toutes et tous. Cette mission intègre par ailleurs un volet de recherche en sciences sociales pour mieux comprendre les obstacles à l'accès aux soins et identifier les stratégies les plus efficaces.

La troisième mission, « Ensemble, préservons la qualité de vie face au VIH et aux pathologies chroniques », s'inscrit dans une perspective de long terme pour les personnes vivant avec le VIH. Elle vise à soutenir les progrès scientifiques, notamment vers une rémission ou une guérison, ainsi qu'à mieux prendre en compte les comorbidités telles que le diabète ou l'hypertension. Sidaction finance ainsi des projets de recherche multidisciplinaires, y compris en soutenant de jeunes chercheurs. Parallèlement, l'association accompagne les acteurs associatifs afin d'améliorer la qualité et la globalité de la prise en charge, en intégrant la prévention et le traitement des comorbidités, en diffusant les bonnes pratiques et en renforçant les compétences des structures partenaires. Cette mission inclut également une lutte continue contre les discriminations et la sérophobie, notamment par des actions de sensibilisation dans l'espace public et médiatique.

Pour amplifier notre combat contre le VIH, le cadre stratégique 2025-2028 confirme la nécessité d'élargir le champ d'action aux enjeux plus larges de la santé globale et des droits humains. En structurant son action autour de la protection des sexualités, de la prise en compte des vulnérabilités et de la qualité de vie, Sidaction affirme une ambition claire : contribuer à un monde sans VIH, mais aussi plus juste, plus inclusif et plus respectueux des droits de toutes et tous.

SIDACTION EN CHIFFRES

En 2025

En France :

Sidaction a financé, à hauteur de **2,42 millions d'euros**, **66 associations** qui ont ainsi mené **73 projets** de prévention et d'aide aux personnes vivant avec le VIH.

Recherche :

Sidaction a versé **2,40 millions d'euros** à la recherche, en soutenant **45 projets** portés par des équipes et **35 jeunes chercheurs**.

À l'international :

Sidaction a financé, à hauteur de **2,13 millions d'euros**, **33 associations** qui ont conduit **56 projets** de prévention et d'aide aux personnes vivant avec le VIH dans 18 pays.

Programmes et missions sociales :

En complément, Sidaction a consacré **7 millions d'euros** au suivi et à la valorisation des projets, à la mise en œuvre d'actions de formation et de renforcement des capacités, ainsi qu'au plaidoyer et aux actions de sensibilisation.

2,42M

2,40M

2,13M

7M

REGARDS CROISÉS



Ines Messaoudi

**Présidente du comité associatif
France de Sidaction et directrice
du PASTT (Prévention Action Santé
Travail pour les Transgenres)**

« Grâce à leur travail de proximité et d'aller-vers, les associations restent souvent les seules à pouvoir rencontrer les personnes les plus éloignées du système de santé. Chaque jour, nous accompagnons des personnes confrontées à des difficultés dépassant largement les questions de santé : absence de logement, précarité administrative, isolement, violences, difficultés d'accès aux droits.

Au fil des années, nous avons vu les situations se complexifier. Accompagner une personne demande aujourd'hui davantage de temps, d'énergie et de moyens. Beaucoup cumulent plusieurs vulnérabilités et ont besoin d'un accompagnement global pour pouvoir simplement accéder à des soins ou retrouver une stabilité.

Dans le même temps, nous constatons une banalisation inquiétante des discours de rejet et de discrimination à l'encontre des personnes LGBT+, notamment des personnes trans. Ces discours ont des conséquences très concrètes sur la vie

des personnes que nous accompagnons : ils renforcent l'isolement, la peur et le renoncement aux soins.

Pourtant, alors que les besoins augmentent, que les équipes associatives sont de plus en plus sollicitées, les financements publics diminuent. Cette situation est particulièrement difficile pour les associations communautaires, qui jouent un rôle essentiel de lien et de confiance avec les publics.

La santé ne peut pas être pensée indépendamment du social. Quand une personne dort dehors, ne sait pas comment se nourrir ou vit dans l'angoisse de perdre ses droits, il devient beaucoup plus difficile de prendre soin de sa santé.

C'est pourquoi le soutien de Sidaction est si précieux. Il permet de financer des actions que d'autres financeurs ne soutiennent pas toujours, de répondre aux besoins les plus urgents : l'accès aux soins, la prévention, mais aussi l'aide concrète du quotidien, qu'il s'agisse d'une nuit d'hôtel, d'un kit d'hygiène ou d'un accompagnement vers les droits. »



Lucie Etienne

**Présidente du comité scientifique et médical
de Sidaction, directrice de recherche au Centre
international de recherche en infectiologie
(CNRS, CIRI, Lyon)**

« Plusieurs découvertes récentes ont eu des bénéfices réels pour les personnes vivant avec le VIH. Je pense, par exemple, aux traitements injectables à longue durée d'action, qui sont le fruit de travaux de recherche fondamentale. C'est aussi grâce à elle que l'on pourra s'approcher de traitements "cure" et d'un vaccin.

Un autre aspect clé de la recherche sur le VIH/sida, ce sont les sciences sociales, qui permettent de mieux comprendre comment améliorer le quotidien des personnes vivant avec le VIH, mais aussi la prévention. En science fondamentale comme en sciences sociales, la France joue un rôle moteur.

Pour mettre fin au VIH, je suis convaincue qu'il faut continuer à soutenir cette recherche de haut niveau. Or si les coupes budgétaires décidées par les Etats-Unis ont eu un impact très fort sur les programmes internationaux de recherche, la situation n'est pas non plus favorable en France, dont le budget de la recherche est en baisse.

A cela s'ajoute une défiance toujours plus marquée envers la science, une incompréhension de ce qu'est la recherche, du temps et du travail qu'elle exige. En cela, le soutien de Sidaction a du sens : il vise à intégrer les différents domaines de recherche, pour des avancées qui trouveront un sens dans le quotidien des personnes. Sidaction a aussi ouvert un espace de dialogue entre chercheur.se.s et associations, afin que la science et les résultats des travaux de recherche soient partagés avec les personnes concernées.

Je n'observe pas de baisse des vocations scientifiques parmi les jeunes. Leur principal barrage, c'est le manque de financement. En 2011, j'ai été la première à soutenir une thèse de doctorat financée par Sidaction : cela a donné un sens à mon quotidien de jeune chercheuse... et cela continue à me suivre ! »



Chanelle Kouankep

**Présidente du comité international de
Sidaction, directrice exécutive de l'association
camerounaise TransAmical**

« En matière de lutte contre le VIH, le bilan de l'année 2025 est très alarmant. Le retrait des financements américains a déstabilisé la lutte contre le VIH, au niveau des pays comme des organisations communautaires. Faute de financement, beaucoup d'entre elles ont dû fermer, des services ont été supprimés, avec un impact très fort sur le système de soins.

Les activités de prévention sont aussi très affectées par le retrait américain. C'est un véritable bond en arrière dans notre combat contre l'épidémie. Des plans ont été mis en place pour répondre à la situation, mais ils pourraient négliger les populations clés, au risque d'accroître le fossé.

Au-delà de la baisse des financements, les populations clés sont aussi affectées par un tournant sécuritaire. De nombreuses personnes ont connu

des violences et des arrestations arbitraires en 2025. Notamment les personnes transgenres, qui vivent dans la peur de l'avenir. De manière générale, un durcissement idéologique, une "trumpisation" des esprits, est aussi à l'œuvre en Afrique.

Entre le retrait des financements américains, la reconstitution insuffisante du Fonds mondial, des lois de plus en plus dures, les objectifs de l'Onusida pour 2030 risquent de ne pas être atteints.

Face à cette situation alarmante, le rôle de Sidaction demeure crucial. En 2025, suite au retrait du financement américain, il a mis en place des financements d'urgence pour épauler ses associations partenaires à l'international. Cette aide leur a permis de rester debout, et de maintenir leurs services médicaux et paramédicaux. »

ENSEMBLE, PROTEGEONS TOUS LES AMOURS

En France, le VIH ne recule plus : en hausse entre 2020 et 2023, le nombre de découvertes de séropositivité s'est stabilisé à 5.125 en 2024, selon les derniers chiffres de Santé publique France, publiés en octobre 2025. Sur le continent africain, le retrait des financements américains, depuis début 2025, fait craindre un regain épidémique qui anéantirait les progrès réalisés ces trois dernières décennies.

Face à ces constats inquiétants, Sidaction demeure déterminé à agir pour la prévention et le dépistage, en France comme en Afrique francophone. Un combat qui se mène sur plusieurs fronts : soutenir les personnes les plus exposées au VIH, renforcer l'information des jeunes quant aux IST, former les soignant.e.s aux réalités sanitaires du terrain. Autant d'actions complémentaires pour que chacun.e soit mieux protégé.e.



Epauler les migrant.e.s LGBT, surexposé.e.s au VIH

Mariages forcés, agressions sexuelles, tortures... en raison de leur orientation sexuelle, de nombreuses personnes LGBT se trouvent forcées de fuir leur pays. En France, plusieurs associations partenaires de Sidaction mènent des actions spécifiques envers ce public surexposé au VIH.

« Dans la plupart des pays africains, il est le plus souvent impossible aux personnes LGBT de vivre librement. Si elles migrent, c'est avant tout pour sauver leur vie », rappelle Anthony Thiaudière, coordinateur du Groupe d'action gay et lesbien du Loiret (GAGL 45) à Orléans. Une fois en France, c'est un nouveau parcours du combattant qui débute pour ces personnes, où s'entremêlent grande précarité et santé mentale fragilisée, parfois stress post-traumatique lié à la migration.

Plusieurs associations partenaires de Sidaction, dont le GAGL 45 et le Centre LGBT+ Côte d'Azur (Nice), ont pris la mesure du problème, menant des actions spécifiques à leur égard. « Il y a une quinzaine d'années, le GAGL 45 voyait seulement trois ou quatre demandeur.se.s d'asile par an. Aujourd'hui, il en accompagne une quarantaine par an, soit environ 300 entretiens annuels », explique Anthony Thiaudière.

L'association accueille les demandeur.se.s d'asile à l'occasion de moments de convivialité, et les épaulé dans leurs démarches de régularisation. En vue de leur audition par l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (Ofpra), voire par la Cour nationale du droit d'asile (CNDA) en cas de recours juridique, le GAGL 45 aide ces personnes à explorer leur vécu, afin de mieux convaincre de la menace qui pèse sur elles dans leur pays d'origine.

« C'est un exercice extrêmement difficile pour des personnes qui ont parfois caché leur orientation sexuelle pendant 30 ans, et à qui on demande, du jour au lendemain, de tout dire dans un bureau », explique Anthony Thiaudière. Lors d'une série d'entretiens, l'association accompagne les personnes dans cette démarche, en les aidant à « construire un discours circonstancié, riche en détails personnels et en ressenti, car le manque de précision est la première cause de refus ».

A Etampes (Essonne), c'est par un tout autre chemin qu'Espoir a élargi son champ d'action aux migrant.e.s LGBT. Cette association communautaire afro-caribéenne effectue prévention et dépistage rapide sur les parvis des gares, dans les foyers de travailleur.se.s migrant.e.s, dans les structures de premier accueil des demandeur.se.s d'asile (Spada). C'est à partir du public afro-caribéen qu'Espoir s'est ouverte aux personnes LGBT. « Nous avons embauché une personne spécifiquement pour accompagner le public LGBT. D'abord bénévole, il est ensuite devenu salarié de l'association », explique le directeur d'Espoir, Papy Tshiala Katumbay.

« L'homosexualité demeure un sujet tabou dans la communauté afro-caribéenne », ajoute-t-il. Parmi les personnes suivies, figurent des migrant.e.s, primo-arrivant.e.s ou non, mais pas seulement. « Il y a aussi ceux.celles qui sont né.e.s en France et sont rejeté.e.s par leur famille. J'en connais même pas mal qui sont obligés de faire en sorte d'être avec une femme alors qu'ils sont LGBT ».

Pour Papy Tshiala Katumbay, « les jeunes m'appellent 'tonton', ils.elles savent que je parle facilement d'homosexualité chez les afros, bien que je ne sois pas homo moi-même. Cet aspect non identitaire apporte une diversité intéressante, et il a même permis à d'autres associations de mieux comprendre la réalité de cette population ». Un public qui, du fait de son origine migrante et de son orientation sexuelle, s'avère particulièrement à risque de contracter le VIH, mais demeure souvent éloigné des soins et de la prévention.

EVARS : défendre le droit des élèves à un enseignement de qualité

L'année 2025 restera marquée par l'entrée en vigueur des premiers programmes d'éducation à la vie affective, relationnelle et sexuelle (EVARS), suite à l'important plaidoyer d'un collectif associatif, dont Sidaction est membre fondateur. Tout au long de l'année, la mobilisation s'est poursuivie afin qu'ils soient appliqués à hauteur des besoins.

En juillet 2001, la loi Aubry-Guigou instaurait l'éducation à la sexualité dans les établissements scolaires. Elle demeure très mal appliquée, avec seulement 20 % de collégien.ne.s qui bénéficient effectivement des trois séances annuelles prévues par la loi. Pourtant, les besoins sont plus pressants que jamais, notamment en termes de santé, dans un contexte où près d'un quart des moins de 24 ans s'estiment mal informés sur le VIH, selon le sondage mené par Sidaction en 2025.

Face à ce constat, plusieurs organisations se sont regroupées, en novembre 2023, en un collectif dénommé « Pour une véritable éducation à la sexualité ». C'est suite à leur plaidoyer qu'ont été publiés, en février 2025, les premiers programmes officiels d'EVARS, appliqués depuis septembre. « Ils apportent un cadre, aussi bien pour les professeur.e.s qui animent les séances, que pour les parents qui vont mieux pouvoir comprendre ce qu'est l'EVARS », estime Hélène Roger, directrice du pôle plaidoyer de Sidaction.

Pourtant, le combat est loin d'être fini. « L'application du programme reste très incomplète, du fait de l'absence de pilotage national et académique, d'une quasi-absence de formation des équipes éducatives, de l'absence de financement pour les associations spécialisées, pourtant essentielles dans les établissements scolaires », explique Anaïs Saint-Gal, chargée de plaidoyer chez Sidaction. Face à ces freins, le collectif a soumis un argumentaire budgétaire aux parlementaires lors de l'examen du projet de loi de finances 2026, en vue de la création d'un budget spécial dédié à l'EVARS, estimé à 620 millions d'euros.

Autre front de défense de l'EVARS, la lutte contre la désinformation, dont cet enseignement continue à faire l'objet. Pour couper court aux fake news diffusées par des collectifs traditionnalistes et d'extrême droite, plusieurs associations, dont Sidaction, ont animé, le 2 décembre, une séance pédagogique devant 27 parlementaires de divers groupes politiques, afin de leur montrer la réalité de cet enseignement, au CP comme au collège.

Hasard du calendrier, c'est ce même 2 décembre que le tribunal administratif de Paris a rendu son verdict suite à sa saisine en mars 2023 par Sidaction, le Planning familial et SOS Homophobie, regroupés dans le collectif « Cas d'école ». La justice a reconnu la carence fautive de l'Etat pour non-application de la loi Aubry-Guigou, et l'a condamné à verser un euro symbolique à chacune des trois associations, en raison du préjudice moral subi.



Former les soignants africains au dépistage des lésions précancéreuses liées à HPV

Cofinancé par L'Initiative et Sidaction, le projet AGIR 2 vise à promouvoir le dépistage des lésions précancéreuses liées au papillomavirus humain (HPV), par la formation de soignant.e.s dans trois pays d'Afrique.

En Afrique subsaharienne, le cancer du col de l'utérus, lié au papillomavirus humain (HPV), constitue 24 % des cas de cancers féminins. Et les femmes vivant avec le VIH ont cinq fois plus de risque de développer une forme invasive. D'où l'importance d'accroître l'accès au dépistage et au traitement des lésions précancéreuses, encore très insuffisant en Afrique subsaharienne.

Lancé début 2022 au Burundi et au Sud-Kivu (République démocratique du Congo), le projet « Agir pour la santé sexuelle des PVVIH et des populations clés en Afrique centrale » avait largement atteint ses objectifs, avec 47 % plus de dépistages des lésions précancéreuses qu'initialement prévu. Depuis mars 2025, le projet AGIR 2 a pris le relais.

Au-delà du Burundi et de la RDC, l'opération, prévue jusqu'en mars 2029, a été élargie au Cameroun. Y sont formé.e.s les soignant.e.s des quatre antennes d'Horizon Femmes, association partenaire de Sidaction qui suit un public essentiellement composé de travailleur.se.s du sexe (TDS). Le Burundi compte quant à lui 13 sites participants, dont des hôpitaux publics et des centres gérés par des partenaires de Sidaction (ANSS, SWAA Burundi).

Au Sud-Kivu, quatre centres publics (contre deux auparavant) et deux antennes de l'association SOS Sida participent à AGIR 2. Deux associations non médicalisées, l'une accompagnant des personnes LGBT, l'autre des TDS, ont été associées au projet, afin qu'elles puissent orienter leur file active vers les centres participants.

« Le but est non seulement d'élargir le dépistage à d'autres sites, mais aussi de le pérenniser, en formant plus de personnel au sein de chaque structure participante. Il s'agit de former médecins, sages-femmes et infirmier.e.s, afin que, si l'un.e d'entre eux.elles quitte le centre, les autres sauront continuer », explique Olivia Sylla, responsable du continuum des soins à Sidaction. Menée par une équipe se déplaçant dans chaque centre, la formation des soignant.e.s s'appuie sur des mini-campagnes de dépistage.

Autre nouveauté, le projet AGIR 2 s'ouvre, au Cameroun et en RDC, à la proctologie, en vue du dépistage et du traitement des lésions précancéreuses anales, elles aussi liées au papillomavirus humain (HPV). Cette discipline, pour laquelle Sidaction s'implique dans la formation depuis plusieurs années, demeure encore peu pratiquée en Afrique, malgré des besoins importants. En gynécologie comme en proctologie, AGIR 2 prévoit aussi la fourniture de matériel médical, tels que bistouris électriques et thermocoagulateurs.



A l'ère d'internet, mieux comprendre le rapport des jeunes à la santé sexuelle

Réseaux sociaux, vidéos d'influenceurs, discussions en ligne, séries... Internet contribue à façonner le rapport des jeunes à la santé sexuelle. Dans sa thèse en cours, financée par Sidaction, Camille Guirouard-Aizée analyse l'influence de cette consommation numérique sur le rapport au risque de transmission du VIH.

Même sans lien direct avec la sexualité ou les infections sexuellement transmissibles (IST), les contenus d'internet participent à construire la vision qu'en ont les jeunes. « Les perceptions des risques liés au VIH/sida et aux IST ne se construisent pas de manière isolée », indique Camille Guirouard-Aizée, en thèse au Groupe d'études et de recherche interdisciplinaire en information et communication (Géiico, université de Lille). « Elles s'articulent avec d'autres dimensions, comme la manière dont les adolescent.e.s perçoivent le genre, l'intimité ou les relations amoureuses », thèmes omniprésents sur la Toile.

Pour analyser l'influence du numérique, la jeune chercheuse mène une recherche-action aux côtés du Planning familial de Lens, dont elle suit l'équipe mobile lors d'interventions d'éducation à la vie affective, relationnelle et sexuelle (EVARS) dans des collèges et lycées du département. En tant qu'observatrice, elle analyse la façon dont les adolescent.e.s perçoivent les outils pédagogiques, relève les questions et thèmes qui émergent au fil des échanges. De plus, elle mène des entretiens individuels avec des volontaires de 11-16 ans, afin de mieux comprendre leur rapport aux écrans, notamment la façon dont ils.elles s'y informent sur la sexualité.

Si l'usage des réseaux sociaux par les jeunes fait l'objet de mises en garde toujours plus pressantes, les travaux de Camille Guirouard-Aizée révèlent un tableau plus nuancé que celui d'une simple consommation passive. Les jeunes font aussi preuve d'esprit critique dans leur appropriation des contenus : « Les concevoir uniquement comme des pratiques à recadrer ne permet pas de comprendre ce qui se cache derrière, ni les besoins qu'elles révèlent ».

Selon ses observations, les relations amoureuses, le consentement et les questions de genre sont au cœur des questionnements des jeunes, tandis que le VIH y est peu présent.

« Avant la quatrième, ils.elles n'ont aucune idée de ce dont il s'agit. Après, ils.elles ne semblent pas attaché.e.s aux représentations homophobes, mais ne savent pas pour autant ce que ce virus implique, et sont peu au fait des modes de transmission », explique-t-elle.

« Le VIH reste absent de leur réflexion sur la sexualité, y compris chez les jeunes qui ne se définissent pas hétérosexuels », ajoute Camille Guirouard-Aizée. Une méconnaissance confirmée par une enquête menée auprès de jeunes de 15-24 ans par OpinionWay, publiée par Sidaction en mars 2025 : 40 % des personnes interrogées pensent qu'il existe un vaccin contre le VIH, 39 % qu'on peut en guérir et 42 % croient possible d'être contaminé.e par un baiser.



ENSEMBLE, PRENONS SOIN DES PLUS VULNÉRABLES

Précarité économique, faible accès aux soins et au dépistage, LGBTphobies, sexisme... en 2025 comme en 1983, lors de sa découverte, le VIH demeure un marqueur d'inégalités sociales. De nombreux travaux l'ont montré : discriminations et stigmatisations alimentent la dynamique épidémique.

Loin d'être seulement médicale et scientifique, la lutte contre le VIH est aussi un combat social, un soulèvement contre l'injustice. Face aux inégalités Nord/Sud, aux discriminations de genre et d'orientation sexuelle, Sidaction continuera à œuvrer pour le respect des droits humains, sans lequel le VIH ne pourra être vaincu.

Améliorer l'accueil et la prise en charge des personnes trans en Afrique

Début mars 2025, Sidaction a organisé à Abidjan (Côte d'Ivoire) une première semaine de formation de soignant.e.s africain.e.s à l'accompagnement et la prise en charge des personnes trans, ainsi que des ateliers d'autosoins pour pair.e.s éducateur.ice.s.

Engagée depuis 10 ans pour l'accès à la prévention et aux soins des personnes transgenres en Afrique, Sidaction a mis en place en 2022 un groupe de travail constitué de leaders trans originaires de dix pays francophones. Objectif, favoriser l'échange d'expériences en Afrique de l'Ouest et du Centre. Selon Cécile Chartrain, qui coordonne ce groupe en tant que responsable programmes et référente genre chez Sidaction, « les enjeux épidémiologiques sont particulièrement importants, puisque la prévalence du VIH dépasse 25 % parmi les femmes trans dans certains pays ».

C'est suite aux échanges de ce groupe de travail que Sidaction a décidé de s'engager dans la formation de soignant.e.s africain.e.s sur les enjeux spécifiques aux personnes transgenres. Dans le cadre du programme TREMPILINS 2, financé par l'Agence française de développement (AFD), une première semaine de formation s'est tenue début mars 2025 à Abidjan.

« Les personnes trans se déplacent trop peu dans les centres de santé parce qu'elles sont, ou parce qu'elles craignent d'être, mal reçues du fait de la méconnaissance, des préjugés ou des maladroites de professionnel.le.s de santé, dont le mégenrage », estime Cécile Chartrain. « Il faut donc améliorer la formation des médecins et autres professionnel.le.s du médical et du social ».

Lors de cette semaine, huit médecins, deux sages-femmes, une pharmacienne et un infirmier, pour la plupart issu.e.s d'associations ivoiriennes (mais aussi d'une malienne et d'une camerounaise), ont été formé.e.s à la prise en charge de ce public. La formation a été assurée par la Dre Charlotte Mouton, médecin généraliste en banlieue parisienne et membre du Réseau Santé Trans (ReST). Parmi les thèmes abordés, l'accueil et l'accompagnement des personnes transgenres, ainsi que l'hormonothérapie. En guise de mise en pratique, des consultations en binôme ont eu lieu pendant deux jours, dont 27 personnes ont bénéficié. En parallèle, Sidaction a financé la participation de six pair.e.s éducateur.ice.s

à un atelier organisé par Solthis et animé par le FLIRT-Front Transfem, association parisienne communautaire d'accompagnement des pratiques d'autosoin et de réduction des risques.

« En matière de santé, les personnes trans placent en général l'enjeu de la transition hormonale au-dessus de tous les autres concernant leur santé, y compris la prise des traitements VIH », observe Cécile Chartrain. « Que la société et le personnel soignant l'approuvent ou non, l'automédication est déjà très répandue et génère des prises de risque. Dans ce contexte, s'il s'agit de protéger le droit à la santé pour tous.tes, il est plus pertinent de sécuriser les pratiques, et d'accompagner ces personnes dans leurs choix ».



Dénoncer haut et fort le recul de la solidarité internationale

Tout au long de l'année 2025, Sidaction s'est mobilisée, aux côtés d'autres associations, pour que l'aide publique au développement (APD) ne soit pas sacrifiée sur l'autel de la rigueur budgétaire et du repli national. Face aux menaces qui pèsent sur des millions de vies, ce plaidoyer est plus que jamais essentiel.

Si les décisions de Trump de couper les financements américains ont retenu l'attention publique, l'APD connaît un recul historique dans l'ensemble des pays du Nord. En 2025, son montant a chuté de -23,1 % par rapport à 2024 pour l'ensemble des 33 pays du Comité d'aide au développement (CAD) de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).

En France, l'APD a reculé de 10,9 % en 2025, n'atteignant que 0,42 % de son revenu national brut (RNB), bien loin de l'objectif de 0,7 % fixé à l'horizon... 2025 ! La loi de finances a aussi entériné l'intégration de deux financements innovants (taxe de solidarité sur les billets d'avion, taxe sur les transactions financières) au budget général de l'Etat, alors qu'elles étaient jusqu'alors affectées à la solidarité internationale.

Avec d'autres associations menant un plaidoyer pour l'APD, notamment au sein du collectif Coordination SUD, Sidaction s'est mobilisée pour faire entendre la cause de la lutte contre le VIH. Et ce aussi bien auprès des politiques (courriers aux parlementaires et au Premier ministre, manifestation fin janvier devant l'Assemblée nationale) qu'en alertant les citoyens, via une tribune interassociative publiée fin février dans le quotidien Ouest-France.

Présenté mi-octobre, le projet de loi de finances 2026 confirmait une nouvelle baisse de l'APD française, la cinquième consécutive, à hauteur de -38 % par rapport à son niveau de 2024. Face à cette nouvelle saignée, Sidaction a lancé la campagne « Sidération » (voir page « Temps forts ») pour dénoncer ces coupes et appeler les pouvoirs publics à soutenir la santé mondiale à hauteur des besoins. Largement diffusée (site de Sidaction, réseaux sociaux, presse, métro), elle a trouvé écho dans plusieurs médias.

Par temps de guerre, soutenir femmes et enfants du Sud-Kivu

En République démocratique du Congo (RDC), l'association SOS Sida continue, malgré la guerre, à épauler femmes, enfants, adolescent.e.s et jeunes vivant avec le VIH. Un soutien médical et psychosocial au plus près des besoins, financé par Sidaction.

En février 2025, la ville de Bukavu, capitale de la province du Sud-Kivu (République démocratique du Congo), tombait aux mains des rebelles du Mouvement du 23 mai (M23). Malgré le conflit, l'association SOS Sida n'a cessé d'œuvrer pour les personnes vivant avec le VIH. Au premier plan desquels les femmes et les enfants, psychologiquement très affecté.e.s par la guerre, ses mouvements de population, ses viol.

« La situation complique énormément la lutte contre le VIH et la prise en charge des personnes », reconnaît Gratien Chibungiri, directeur de SOS Sida. « Après deux semaines de fermeture en février [2025], nous avons rouvert notre centre médical pour que les personnes continuent à recevoir des soins ». Si le quotidien demeure compliqué, l'association poursuit ses actions sans relâche, apportant soins, médicaments et soutien aux personnes.

Au centre de Bukavu, SOS Sida dispose d'une infirmière psychosociale qui se consacre à l'écoute des enfants, des adolescent.e.s et des jeunes. « Son rôle est de les amener à mettre des mots sur leurs problèmes, leurs peines, qu'ils.elles ne peuvent pas toujours exprimer auprès de leurs parents », explique Gratien Chibungiri.

SOS Sida propose aussi un programme pour préparer les enfants à l'annonce de leur statut sérologique, reposant sur des ateliers mensuels. « Il faut au minimum 12 séances pour qu'un enfant soit en mesure de comprendre ce que signifie son statut sérologique, comment agit le VIH dans le corps, comment vivre avec les médicaments », ajoute le directeur de l'association.

Au total, « entre 300 et 350 » enfants, adolescent.e.s et jeunes vivant avec le VIH, sont suivi.e.s par le centre de Bukavu ou bien dans l'un des cinq sites ruraux mis en place par l'association, et où l'équipe médicale se rend régulièrement en mission. « En cas de problème grave, nous ramenons l'enfant à notre centre médical, où nous organisons des hébergements transitoires pour un suivi de proximité », explique Gratien Chibungiri.

Une fois ces jeunes sortis de l'adolescence, SOS Sida les aide à entrer dans la vie active. « Beaucoup ont quitté l'école secondaire, n'ont pas les moyens de faire des études supérieures, et se retrouvent sans opportunité d'emploi. Grâce à Sidaction, nous pouvons financer un apprentissage professionnel, ou bien nous leur donnons un fonds de lancement d'un petit commerce. Par ailleurs, nous leur rendons régulièrement visite pour les accompagner dans cette nouvelle activité », explique le directeur de SOS Sida. En 2025, 25 jeunes ont ainsi été accompagnés par l'association.



En Afrique, renforcer l'accès des enfants au dépistage du VIH

Projet de recherche opérationnelle regroupant chercheurs et acteurs associatifs, RaDAR a démontré l'intérêt d'une stratégie innovante de dépistage pédiatrique en Afrique de l'Ouest et du Centre. Une région où, plus qu'ailleurs, les enfants demeurent laissés pour compte de la lutte contre le VIH.

Si la prévention de la transmission verticale constitue l'un des grands succès de la lutte contre le VIH, environ 120.000 enfants contractent encore le VIH chaque année, notamment en raison d'un manque de dépistage au cours de la grossesse. Pour près de la moitié, ces enfants nés avec le VIH vivent en Afrique de l'Ouest et du Centre.

« Cette région du monde est la moins bien couverte », constate Valérie Leroy, directrice de recherche au Centre d'épidémiologie et de recherche en santé des populations (Cerpap, Inserm/université de Toulouse). « Comme l'infection à VIH y est moins fréquente [qu'en Afrique de l'Est et du Sud], les professionnel.le.s de santé n'y pensent pas toujours, et elle y fait par ailleurs l'objet d'un fort stigma ». En Afrique de l'Ouest et du Centre, seuls 25 % des enfants sont diagnostiqué.e.s à l'âge de 6 semaines, contre 63 % dans le monde.

C'est de ce constat qu'est né le projet de recherche opérationnelle RaDAR (Rattrapage du Dépistage VIH des enfants en Afrique de l'Ouest : Rôle des associations), cofinancé par Sidaction et l'AFD (dans le cadre du programme TREMPLINS 2 2024-2028). Mené entre août 2022 et décembre 2024, il a fait l'objet en 2025 de présentations à l'International Workshop on Pediatrics & HIV (Kigali, Rwanda) et à la conférence AIDS Impact (Casablanca, Maroc).

RaDAR visait à évaluer la faisabilité, l'acceptabilité, l'efficacité et l'impact budgétaire d'une offre innovante de dépistage de VIH par des acteurs associatifs, à l'occasion de consultations pédiatriques de routine dans 18 centres de santé ivoiriens et togolais. Le projet a rassemblé trois équipes de recherche Nord/Sud (CERPOP, CARESP au Togo, Programme PACCI en Côte d'Ivoire) et trois associations partenaires de Sidaction (Centre SAS en Côte d'Ivoire, EVT et ACS au Togo).

Lors des semaines d'intervention associative, les soignants soumettaient les familles à six questions simples : « Les parents sont-ils décédés ? Vivent-ils avec le VIH ? L'enfant a-t-il déjà été hospitalisé ? Souffre-t-il de fréquentes infections ? Grandit-il normalement ? Présente-t-il des problèmes de peau récurrents ? », explique Valérie Leroy, co-investigatrice principale de RaDAR aux côtés de Didier Ekouevi (université de Lomé). En cas de réponse positive à au moins une question, la famille se voyait proposer un dépistage par un.e conseiller.e de l'association, par test rapide ou par PCR chez les moins de 18 mois.

L'analyse confirme la faisabilité et l'acceptabilité de l'intervention par les soignant.e.s et les familles. Au Togo, 47,5 % de l'ensemble des enfants ayant consulté dans un centre ont été testé.e.s, contre 1,7 % lors des semaines non interventionnelles – c'est-à-dire en l'absence d'associations et de questionnaire.

Le nombre de diagnostics VIH est resté stable en Côte d'Ivoire (1 contre 1), mais a augmenté au Togo (de 1 à 10), tandis que l'efficacité du dépistage (nombre de tests nécessaires pour identifier un cas) s'est améliorée dans les deux pays. Les résultats étaient moins marqués en Côte d'Ivoire, où 99 % des enfants avaient déjà été testé.e.s par le passé – contre seulement 2 % au Togo.

RaDAR a ainsi démontré l'efficacité d'une nouvelle stratégie de dépistage, dont l'équipe compte désormais partager les résultats avec les programmes nationaux de lutte contre le sida (PNLS) des pays concernés. De plus, il confirme « l'intérêt de tels projets de recherche opérationnelle, que ce soit pour la formation des acteurs associatifs, la diffusion d'une culture de la recherche ou sa dimension participative », estime Valérie Leroy.

ENSEMBLE, PRÉSERVONS LA QUALITÉ DE VIE

Depuis l'arrivée des trithérapies au milieu des années 1990, les personnes vivant avec le VIH peuvent espérer avoir une espérance de vie similaire à celle de la population générale. Pourtant, la charge d'une vie avec le VIH demeure lourde, en raison des effets indésirables qui découlent d'un traitement à vie, des discriminations et stigmatisations liées au statut sérologique, des inégalités sociales et géographiques dont le virus agit comme un révélateur.

Ces facteurs constituent autant de freins à l'accès aux soins et à l'observance thérapeutique, gage de bonne santé et de bien-être. Pour Sidaction, la lutte contre le VIH passe aussi par une amélioration de la qualité de vie des personnes.



En Afrique, évaluer le ressenti des personnes pour mieux les accompagner

Poids du traitement quotidien, angoisse quant à l'évolution de la maladie, peur de transmettre le VIH... menée au printemps 2025 dans quatre pays d'Afrique, une enquête coordonnée par Sidaction jette un nouvel éclairage sur la qualité de vie des personnes vivant avec le VIH, dans l'objectif d'améliorer leur accompagnement.

Comment ressent-on le fait de vivre avec le VIH en Afrique subsaharienne ? Cette question, encore peu étudiée, a fait l'objet d'une enquête coordonnée par Sidaction auprès de cinq associations partenaires, à savoir la SWAA Burundi, Espoir Vie Togo, Horizon Femmes (Cameroun), Espace Confiance et le Centre SAS (Côte d'Ivoire). Ce projet s'inscrit dans le cadre du programme TREMPLINS 2 (2024-2028), cofinancé par l'Agence française de développement (AFD), et dont l'objectif général est justement d'améliorer la qualité de vie des personnes vivant avec le VIH.

« Grâce aux traitements antirétroviraux, les personnes vivant avec le VIH ont une espérance de vie similaire à celle de la population générale. Pourtant, vivre avec le VIH demeure lié à des stigmatisations, aux effets secondaires des traitements, aux inquiétudes sur les comorbidités, au vieillissement avec le virus », explique Marine Laliq, responsable suivi et évaluation chez Sidaction.

L'enquête a été menée entre mars et avril 2025 par le personnel non médical des cinq associations, à l'aide du questionnaire dénommé PROQOL-HIV. Comportant 36 questions, cet outil de mesure de la qualité de vie « interroge notamment sur la vie intime, le ressenti de la maladie. Il était important qu'il soit utilisé par des personnes qui connaissent bien ce public », estime Marine Laliq.

Au final, les réponses de 1.739 personnes vivant avec le VIH ont été recueillies. « Sur l'ensemble de l'échantillon, la qualité de vie moyenne est plutôt bonne, ce qui est valorisant pour le travail des associations. Cela ne signifie pas pour autant qu'elle soit satisfaisante pour tous.te.s », commente-t-elle.

Une analyse plus détaillée, menée sur les quatre sous-scores du PROQOL-HIV, révèle ainsi le poids que constitue le traitement quotidien pour de nombreuses personnes. Mais c'est sur le sous-score « bien-être émotionnel et inquiétudes liées à la santé », qui reflète la peur de révéler son statut, de contaminer autrui ou d'attraper d'autres IST, que les résultats sont les plus faibles.

Autres enseignements de l'enquête, la précarité économique, la présence de comorbidités, le fait d'être un homme ayant des relations sexuelles avec des hommes (HSH) ou une personne trans sont autant de facteurs liés à une moindre qualité de vie. De même, les personnes jeunes ou diagnostiquées depuis peu présentent des scores plus faibles que leurs aînés, vivant avec le VIH de plus longue date.

Présentées aux cinq associations participantes, les résultats constituent un aperçu précieux du ressenti des personnes qu'elles accompagnent. Selon Marine Laliq, « les associations connaissent déjà bien les difficultés de leurs publics, mais une analyse statistique permet de disposer de données plus probantes, voire d'observer des phénomènes qu'elles n'avaient pas forcément en vue ». Et finalement, de proposer un accompagnement encore mieux adapté aux besoins.

Financer la recherche sur les effets secondaires des antirétroviraux

A chaque classe d'antirétroviraux, ses effets secondaires qui peuvent entraver l'observance et dégrader la qualité de vie. Pour sa thèse, financée par Sidaction, la jeune chercheuse Kenza Ngono Ayissi a exploré les mécanismes sous-jacents à la prise de poids sous inhibiteur d'intégrase, et les moyens de la contrer.



Dans sa thèse, financée par Sidaction, la jeune chercheuse a décrypté, sur des cellules en culture, les mécanismes par lesquels ces médicaments favorisent le stockage de graisses. « Notre équipe a montré que ces traitements favorisent la formation d'adipocytes blancs, dont elles stimulent aussi le stockage de graisse. Parallèlement, elles empêchent la formation des cellules adipeuses 'beiges', qui agissent sur l'élimination des graisses », explique Kenza Ngono Ayissi.

En fin de thèse, la chercheuse a testé, toujours sur des cellules en culture, l'effet d'une classe de médicaments, les agonistes des récepteurs du GLP1 (Glucagon-Like Peptide 1, arGLP1), qui ont bouleversé la prise en charge du diabète et de l'obésité. « Les mécanismes restent encore à décrire de manière plus précise, mais lorsqu'on met les adipocytes blancs en présence de ces molécules, le stockage des lipides redevient normal, l'expression des cytokines pro- et anti-inflammatoires revient à l'équilibre, les cellules présentent un profil moins fibrotique ».

Avec les premiers inhibiteurs de la transcriptase inverse, puis les premiers inhibiteurs de la protéase, les lipodystrophies, avec obésité abdominale et perte de graisses au niveau périphérique (bras et jambes), étaient le lot commun. Plus récents, les inhibiteurs d'intégrase, bien que mieux tolérés, ne sont pas non plus dénués d'effets lipidiques.

« Avec ces nouvelles molécules, certains patients développent une obésité plutôt généralisée, similaire à celle observée dans la population générale », explique Kenza Ngono Ayissi, qui a soutenu en juin 2025 sa thèse effectuée au Centre de recherche Saint-Antoine (CRSA, Paris). D'une étude à l'autre, cette prise de poids « peut aller jusqu'à 10 kg par an, selon les facteurs de risque associés ». Et ce au risque de maladies cardiovasculaires, de diabète ou de stéatose hépatique.

A l'horizon, la possibilité de prescrire ces traitements aux personnes ayant pris du poids sous inhibiteur d'intégrase, « tout en restant vigilants, car nous manquons encore de recul sur ces médicaments », tempère Kenza Ngono Ayissi. Pour cela, des essais cliniques seront nécessaires. Dans la lignée de son travail, une étude évaluant la prise d'un arGLP-1 chez des patients sous inhibiteur d'intégrase est d'ores et déjà prévue au Centre de recherche Saint-Antoine.

Faciliter la mise en réseau des associations africaines pour un plaidoyer plus efficace

Renforcer le rôle de la société civile dans la prise de décisions qui la concerne au premier plan : tel est l'objectif de la Fabrique des dialogues, née en avril 2024. Financé par L'Initiative pour une durée de trois ans, ce projet, qui a pris son essor en 2025, vise à accroître les capacités de plaidoyer des organisations de la société civile en Afrique.

« Le projet est né d'un précédent programme, nommé Riposte, au cours duquel nous avons constaté un manque de concertation entre acteurs de la société civile, mais aussi de reconnaissance de la part des autorités », explique Chloé Djadel, chargée de projet au pôle Plaidoyer et en charge de la Fabrique des dialogues au sein de Sidaction. Les associations demeurent ainsi insuffisamment représentées au sein des Instances de Coordination Nationale (ICN), qui coordonnent au niveau national les programmes financés par le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme.

Ouverte à toute association africaine, la Fabrique des dialogues repose sur l'expertise de plaidoyer développée dans quatre pays pilotes (Burundi, Cameroun, Côte d'Ivoire, République de Maurice), et est portée par un consortium de trois organisations, à savoir l'Atelier des luttes, Coalition Plus et Sidaction. « L'idée est de permettre aux populations concernées d'être formées au plaidoyer, de se sentir légitimes, afin que leur expertise soit mieux entendue. Et ce en vue d'une meilleure prise en charge de leur santé, et du respect de leurs revendications en matière de droits humains », ajoute Chloé Djadel.

Dans sa version initiale, depuis bousculée par les décisions américaines, la Fabrique des dialogues prévoit la mise en place de centres de formation au plaidoyer dans les quatre pays pilotes. De même, elle propose un appel à manifestation d'intérêt (AMI annuel, auquel toute association peut obtenir un financement et un appui technique en vue de projets de plaidoyer. Quatorze associations africaines ont ainsi été retenues au terme du premier appel, coordonné par Coalition Plus.

Sidaction anime la mise en réseau des associations, qu'elles agissent dans le domaine du VIH, de la tuberculose, du paludisme ou des droits humains. « L'idée est de créer une communauté, dans laquelle les 'plaideurs.se.s' puissent se retrouver. Dans les ONG, le plaidoyer est souvent un poste isolé, difficile, et ses acteur.rice.s sont souvent confronté.e.s à la stigmatisation », explique Chloé Djadel.

Au niveau international, la mise en réseau associative repose sur un site internet, qui facilite le partage d'informations et de ressources, et permet l'organisation de webinaires. A l'échelon national, plusieurs ateliers ont déjà eu lieu, ouvrant la voie à des « synergies fortes » entre organisations de la société civile. Selon Chloé Djadel, « les associations se connaissent plus ou moins à l'échelle d'un même pays, mais n'ont pas souvent l'occasion de travailler ensemble. Organiser des ateliers d'échange leur permet de mieux collaborer », en vue d'un partage d'expériences ou de la mise en place de projets communs.

En outre-mer, œuvrer pour un meilleur accès aux soins

Dans les régions ultramarines, les problématiques liées au VIH, dont la précarité et les difficultés sociales, sont nettement accentuées par rapport à l'Hexagone, et le risque de rupture du parcours de soins y est accru. Financées par Sidaaction, des associations agissent pour que les personnes renouent avec leur prise en charge.



La précarité économique, les difficultés d'obtention d'un titre de séjour, l'isolement social ou encore la peur de dévoiler son statut sérologique sont autant de facteurs qui fragilisent le parcours de soins. « Lorsqu'une personne fait face à des difficultés majeures de précarité ou de logement, le traitement antirétroviral peut ne plus apparaître comme une priorité immédiate », explique Laurenn Marc, directrice d'Action Sida Martinique.

Afin qu'elles renouent avec le soin, l'association propose un soutien individuel aux personnes perdues de vue par le CHU de Martinique (Fort-de-France). « C'est un travail que nous menons en lien avec le service des maladies infectieuses et tropicales.

Il nous adresse les personnes qu'il ne voit plus, pour lesquelles il a identifié des problématiques auxquelles l'association peut apporter des réponses », explique Laurenn Marc. Outre un accompagnement aux rendez-vous médicaux par la médiatrice en santé d'Action Sida Martinique, ces personnes se voient proposer un accompagnement global.

Plus largement, l'association intervient sur les volets social, administratif et psychologique pour toute personne vivant avec le VIH qui en fait la demande, et l'oriente vers un soutien juridique lorsque la situation l'exige – notamment dans les cas de violences conjugales, l'une des principales causes de recours à cette aide en 2025. « Nous essayons d'aider chaque personne à trouver des solutions adaptées à sa situation », résume la directrice.

En Guyane, l'association IDSanté agit dans un même objectif d'accès aux soins, par une autre approche. Et dans un contexte géographique différent, celui de la région transfrontalière qui borde l'Oyapock, fleuve qui sépare la France du Brésil. Depuis 2017, IDSanté y coordonne le projet Oyapock Coopération Santé, en collaboration avec le centre hospitalier de Cayenne et l'association brésilienne DPAC Fronteira.

« Ce projet est né du constat d'une épidémie locale de VIH très inquiétante, à laquelle on ne peut apporter de réponse cohérente que par une approche transfrontalière, tenant compte des deux territoires », estime Margaux Barbier, coordinatrice projets et développement d'IDSanté. Or, du côté brésilien de l'Oyapock, les personnes vivant avec le VIH n'avaient d'autres choix, pour leurs rendez-vous médicaux, que de voyager au moins huit heures vers l'hôpital brésilien de Macapá, ou de traverser illégalement la frontière pour se rendre à Saint-Georges-de-l'Oyapock, sur la rive française.

Après la mise en place d'une « première ligne de soins » dans la ville frontalière d'Oiapoque, côté brésilien, le projet a permis d'aller plus loin pour les cas médicaux plus critiques (stade sida, femmes enceintes, etc.). Ces personnes peuvent désormais bénéficier de soins à l'hôpital de proximité de Saint-Georges, grâce à un bus affrété pour elles. Ces rendez-vous médicaux sont assurés par un médecin du CH de Cayenne, qui se déplace à Saint-Georges « tous les un à deux mois », explique Margaux Barbier.

Afin d'améliorer l'accueil de ces personnes, « le centre hospitalier nous a proposé une salle dédiée, avec plus de confort, dans laquelle IDSanté propose un petit déjeuner, des ateliers bien-être, des échanges autour des émotions, des jeux. Le but est de rendre cet accompagnement plus chaleureux, de rompre l'isolement ». Parmi les 168 personnes vivant avec le VIH dans ce bassin de vie franco-brésilien, une trentaine ont bénéficié de ce suivi transfrontalier en 2025.

TRANSPARENCE ET INDEPENDANCE, MOTEURS DE L'ACTION DE SIDACTION



Créée en 1994, Sidaction est devenue un acteur incontournable de la lutte contre le VIH. Que ce soit par le financement de programmes de recherche innovants, par le soutien d'associations françaises et étrangères, par son plaidoyer contre les discriminations et pour l'accès aux droits de santé, Sidaction s'engage sur tous les fronts. Deux principes fondamentaux président à tous ses choix : la transparence et l'indépendance. Pour Sidaction, il est essentiel que chaque euro, qu'il soit versé par le grand public, les entreprises, les mécènes ou encore les institutions publiques, soit utilisé de manière optimale et en toute clarté. Pour cela, l'association s'appuie sur trois comités d'experts indépendants

(scientifique et médical, France, international), chargés de sélectionner les projets qui bénéficieront d'un soutien financier. Ces projets doivent répondre à des critères stricts, en termes d'intérêt pour la lutte contre l'épidémie et de bénéfices tangibles pour les personnes vivant avec le VIH. Au-delà du financement, Sidaction apporte à ses associations partenaires un soutien technique, afin de les aider à se structurer, à renforcer leurs capacités et à faire entendre leur voix auprès des décideurs et du grand public. Ce lien fort avec ses partenaires est la marque du réseau Sidaction et la garantie d'un impact durable contre l'épidémie.

1) Collecter des fonds

Sidaction récolte des fonds lors du Sidaction médias, organisé fin mars-début avril, et tout au long de l'année (mailings, événements, dons ponctuels ou réguliers).

2) Identifier des axes stratégiques

Épaulés par les équipes salariées de Sidaction, les trois comités d'experts indépendants définissent les priorités des appels à projets. Le conseil d'administration de Sidaction valide les axes de financement des appels d'offres.

3) Sélectionner des projets

Les salariés de Sidaction s'assurent de l'éligibilité des projets scientifiques et associatifs soumis, au regard des critères et des objectifs des appels d'offres. Les équipes préparent les éléments sur lesquels les comités d'experts s'appuieront afin d'évaluer les demandes et émettre des propositions de financement.

4) Distribuer les fonds

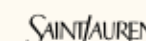
Les trois comités d'experts indépendants sélectionnent les projets les plus pertinents et innovants. C'est sur la base de leurs propositions que le conseil d'administration décidera de l'allocation des financements finaux. Ce dernier est régulièrement informé du suivi des actions par les salariés de Sidaction.

5) S'assurer de la bonne utilisation des fonds

L'équipe du pôle Gestion et finance de Sidaction contrôle la bonne utilisation des fonds alloués. En complément, Sidaction recourt à des cabinets d'audit indépendant afin de contrôler les associations et les structures de recherche.

Les équipes de Sidaction effectuent des missions de suivi et de renforcement des structures soutenues afin d'optimiser l'impact des projets sur le terrain. Sidaction est elle-même audité tous les ans par un cabinet d'experts-comptables qui certifie ses comptes, garantissant ainsi du bon usage des dons.

**SIDACTION EST SOUTENUE
FINANCIÈREMENT DANS
SES ACTIONS PAR :**



MOT DU TRÉSORIER

LE BILAN FINANCIER DE L'ANNÉE 2025

L'année 2025 se termine sur un déficit de - 1 166 606 € et un résultat d'exploitation également négatif de - 1 481 707 €.

Cette situation se traduit par une diminution des fonds propres de Sidaction, qui s'élèvent désormais à 14 553 239 €. Malgré cette baisse, ces fonds propres permettent à l'association de conserver une assise financière solide pour affronter les défis à venir et honorer ses engagements financiers auprès des organismes de recherche et des associations.

Les produits d'exploitation sont en baisse et s'établissent à 17 139 033 €, contre 17 879 029 € en 2024. Cette baisse résulte essentiellement d'une diminution conséquente des produits de legs, donations et assurances-vie en 2025.

Les charges d'exploitation enregistrent toutefois une forte hausse, atteignant 18 620 740 € en 2025, contre 17 382 220 € en 2024. Cette augmentation est principalement due à l'accroissement de coûts de missions sociales, notamment à l'international.

Les ratios d'utilisation des fonds sont à des niveaux usuels :

- la part consacrée aux missions sociales s'élève à 72,1% des emplois ;
- la part consacrée aux frais de recherche de fonds représente 19,4 % des emplois ;
- la part consacrée aux frais de fonctionnement constitue 8,5 % des emplois.

Le contrôle d'utilisation des fonds :

Le contrôle d'utilisation des fonds constitue une priorité essentielle pour Sidaction, tant en sa qualité de bailleur de fonds que de bénéficiaire de financements externes, publics et privés.

En 2025, 26 structures – laboratoires de recherche ou associations ayant bénéficié du soutien financier de Sidaction – ont fait l'objet d'audits, dont 13 par le contrôle de gestion interne et 13 par des cabinets externes d'audit. Ces travaux de contrôle se sont avérés satisfaisants : ils n'ont pas mis en évidence d'anomalies particulières et aucun écart majeur n'a été constaté.

Perspectives 2026 :

Des prévisions prudentes en termes de ressources ont été établies pour l'année 2026, en anticipant une baisse des dons qui pourrait être liée à la situation sociale en période d'incertitudes et une baisse importante des subventions publiques.

Le budget 2026, voté par le conseil d'administration en décembre 2025, projette un total de produits de 18,5 M€ et un total de charges de 19,8 M€.

Les financements versés aux partenaires de Sidaction (associations et équipes scientifiques) devraient s'élever à 8,2 M€ en 2026, soit une hausse conséquente par rapport à 2025 (+1,2 M€). Cette augmentation est essentiellement due au financement de nouveaux projets de recherche à hauteur de 1 M€ grâce à un appel à projets commun avec Aidsfonds, association basée au Pays-Bas et également financeur de projets de recherche et d'associations.

MARC MORTUREUX
Trésorier de Sidaction

Sidaction

Bilan financier

BILAN DE SIDACTION

au 31 décembre 2025

ACTIF	Exercice 2025			Exercice 2024
	BRUT	Amortissements et dépréciations	NET	NET
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles	796 555	695 962	100 593	131 664
Concessions, brevets, licences, droits et valeurs similaires	796 555	695 962	100 593	131 664
Immobilisations corporelles	1 658 232	543 235	1 114 997	1 108 620
Constructions	1 090 997	0	1 090 997	1 090 997
Installations techniques, matériel et outillage industriels	567 235	543 235	24 000	17 623
Immobilisations en cours	1 050	0	1 050	1 050
Immobilisations corporelles en cours	1 050	0	1 050	1 050
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés	2 318 332	0	2 318 332	1 927 794
Immobilisations financières	377 606	0	377 606	375 902
Participations et Créances rattachées	311 100	0	311 100	311 100
Autres	66 506	0	66 506	64 802
Total I	5 151 774	1 239 197	3 912 577	3 545 031
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours	41 007		41 007	45 066
Créances	1 940 665		1 940 665	2 210 696
Créances clients, usagers et comptes rattachés	844 104		844 104	292 040
Créances reçues par legs ou donations	581 532		581 532	485 410
Autres créances	515 030		515 030	1 433 246
Charges constatées d’avance	208 138		208 138	329 220
Valeurs mobilières de placement	7 000 000		7 000 000	7 000 000
Disponibilités	10 080 223		10 080 223	9 237 349
Total II	19 270 033		19 270 033	18 822 331
Total Actif	24 421 808	1 239 197	23 182 610	22 367 362

PASSIF	Exercice 2025	Exercice 2024
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise	46 175	46 175
Fonds propres statutaires	46 175	46 175
Réserves	15 673 671	14 826 752
Autres	15 673 671	14 826 752
Excédent ou déficit de l'exercice	(1166 606)	846 920
Total I	14 553 239	15 719 846
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs ou donations	2 756 848	2 331 067
Total II	2 756 848	2 331 067
PROVISIONS		
Provisions pour charges	174 662	0
Total III	174 662	0
DETTES		
Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	636 869	1126 966
Dettes des legs ou donations	143 015	82 137
Dettes fiscales et sociales	1 243 176	1138 736
Produits constatés d’avance	3 674 800	1 968 610
Total IV	5 697 860	4 316 449
Total Pasif	23 182 610	22 367 362

Bilan

Compte de résultat de Sidaction

Exercice du 1er janvier au 31 décembre 2025

	Exercice 2025	Exercice 2024
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations	720	16 260
Ventes de biens et services	24 551	9 939
Ventes de biens	24 551	9 939
Produits de tiers financeurs	16 958 479	17 755 007
Concours publics et subventions d'exploitation	3 492 628	3 678 234
Ressources liées à la générosité du public	12 847 753	13 642 424
Dons manuels	11 070 629	11 097 555
Mécénats	1180 208	1 285 603
Legs, donations et assurances-vie	596 917	1 259 266
Contributions financières	618 097	434 349
Autres produits	155 283	97 823
Total I	17 139 033	17 879 029
CHARGES D'EXPLOITATION		
Variation de stock	4 059	(19 332)
Autres achats et charges externes	6 139 120	6 138 140
Aides financières	6 946 154	6 521 343
Impôts, taxes et versements assimilés	320 768	327 302
Salaires	2 517 260	2 527 865
Cotisations sociales	1180 948	1180 030
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	84 007	79 383
Dotations aux provisions	174 662	0
Autres charges	1 253 762	627 489
Total II	18 620 740	17 382 220
RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	(1 481 707)	496 809
PRODUITS FINANCIERS		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	139 500	139 878
Autres intérêts et produits assimilés	223 322	313 418
Différences positives de change	283	465
Total III	363 105	453 760
CHARGES FINANCIERES		
Différences négatives de change	2 435	844
Charges nettes sur cession de valeurs mobilières de placement et d'instrument de trésorerie	0	29 409
Total IV	2 435	30 253
RESULTAT FINANCIER (III - IV)	360 671	423 507
RESULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV)	(1 121 037)	920 317
PRODUITS EXCEPTIONNELS (V)	0	0
CHARGES EXCEPTIONNELLES (VI)	0	979
RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	0	(979)
Impôts sur les bénéfices (VII)	45 570	72 419
Total des produits (I + III + V)	17 502 138	18 332 790
Total des charges (II + IV + VI + VII)	18 668 745	17 485 870
EXCEDENT OU DEFICIT	(1166 606)	846 920
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature	8 196	24 193
Prestations en nature	1 048 789	1 254 418
Bénévolat	159 496	228 069
Total	1 216 481	1 506 680
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Mise à disposition gratuite de biens	8 196	24 193
Prestations en nature	1 048 789	1 254 418
Personnel bénévole	159 496	228 069
Total	1 216 481	1 506 680

COMPTES ANNUELS

Introduction : une année de transition financière dans un contexte incertain

L'exercice 2025 s'inscrit dans un environnement global marqué par des incertitudes économiques et géopolitiques persistantes. Dans ce contexte, Sidaction a poursuivi ses missions fondamentales de lutte contre le VIH, en maintenant un niveau d'activité élevé tout en adaptant sa gestion à des contraintes nouvelles.

2025 a été principalement marquée par l'effondrement des financements de l'administration américaine en matière d'aide publique au développement, ce qui a particulièrement réduit les ressources des associations de lutte contre le VIH soutenues par Sidaction en Afrique. S'en sont suivies de fortes tensions sur d'autres sources de financement international, comme celles du Fonds mondial de lutte contre le VIH, la tuberculose et le paludisme, ou d'aide publique au développement de pays européens, dont la France.

Les associations soutenues en France ont subi elles aussi des baisses de subventions publiques, le tout dans un contexte très évolutif des comportements en matière de générosité du grand public.

Les comptes 2025 traduisent ainsi une activité soutenue mais un équilibre financier plus contraint, avec un résultat déficitaire.

1. Les faits marquants de l'année

Plusieurs événements clés ont structuré l'exercice :

- Dîner de la mode (janvier 2025)
- Sidaction Médias (mars 2025) renforcé par la campagne autour du titre « Grand soleil »
- Renouvellement du partenariat avec Aidsfonds (appel à projets HIV Cure)

Ces éléments ont permis de maintenir la visibilité de l'association, de mobiliser les donateurs mais aussi de faire face à des contraintes budgétaires accrues.

2. Une situation financière globale en tension contrôlée

2.1. Vue d'ensemble du Bilan

Au 31 décembre 2025, le total de l'actif s'élève à 23,18 M€, en hausse par rapport à 2024 (22,37 M€). Cette augmentation tient principalement à :

- > La hausse des biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés (2,32 M€),
- > l'augmentation des disponibilités (10,08 M€),
- > le maintien d'un portefeuille de placements sécurisés (7,00 M€).

Indicateur	2025	2024
Total actif	23,18 M€	22,37 M€
Fonds propres	14,55 M€	15,72 M€
Résultat	-1,17 M€	+0,85 M€

Les fonds propres atteignent 14,55 M€, grevés par le déficit de l'exercice (1 166 606 €).

2.2. Une gestion saine des dettes et des fonds dédiés

Sidaction dispose d'une trésorerie importante (10 M€), d'un portefeuille de placements sécurisés (7 M€) et d'un niveau de dettes maîtrisé.

Cela garantit la continuité des programmes, la capacité à faire face aux aléas et la sécurisation des engagements futurs.

Les dettes restent donc maîtrisées (5,70 M€) et sont principalement constituées :

- > de dettes fournisseurs (0,63 M€),
- > de dettes fiscales et sociales (1,24 M€),
- > de produits constatés d'avance (3,67 M€).

Les fonds reportés liés aux legs et donations atteignent 2,76 M€, reflétant des successions en cours de liquidation. Cela garantit une visibilité financière importante pour les actions futures.

Les produits constatés d'avance correspondent à des financements reçus par des bailleurs publics ou privés mais non encore consommés. Ces produits sont dédiés à des projets pluriannuels.

2.3. Analyse du résultat

Élément	Montant
Total produits	17,50 M€
Total charges	18,67 M€
Résultat	-1,17 M€

Le déficit s'explique par :

- > une baisse des ressources (essentiellement sur les legs et les subventions publiques)
- > une augmentation des charges (essentiellement sur les missions sociales)
- > un léger recul des produits financiers

Ce résultat ne remet pas en cause la solidité de l'association, mais constitue un signal de vigilance.

3. Les ressources : un modèle toujours centré sur la générosité

3.1 Répartition globale

En 2025, Sidaction a perçu 17,50 M€ de produits, un niveau en baisse par rapport à 2024 (- 4,5 %).

Origine des ressources	Montant	Part
Générosité du public	12,85 M€	73 %
Subventions publiques	3,49 M€	20 %
Autres produits	1,16 M€	7 %
Total	17,50 M€	100 %

La structure des ressources reste en revanche stable par rapport aux années précédentes avec une proportion de dons d'origine privée sur le total des ressources demeurant majoritaire.

3.2 Évolution des ressources issues de la générosité du public

La mobilisation citoyenne demeure essentielle : 12,85 M€ proviennent de la générosité du public.

Type	2025	2024	Évolution
Dons	11,07 M€	11,10 M€	Stable
Mécénat	1,18 M€	1,29 M€	Baisse
Legs	0,60 M€	1,26 M€	Forte baisse

Ce montant est en baisse de 5,8 % par rapport à 2024 et il inclut :

- > 11,07 M€ de dons de particuliers, via prélèvements automatiques, collectes médias, webmarketing et événements,
- > 1,18 M€ de mécénat, porté notamment par les maisons de mode, les chaînes TV et des partenaires privés,
- > 0,60 M€ de legs et assurances-vie.

Le principal facteur de baisse globale des ressources par rapport à 2024 correspond à des reports de produits legs sur l'année 2026. Ce canal de ressources est très variable mais reste un pilier stratégique de financement pour les années à venir.

3.3 Structure des dons

Canal	Montant
Prélèvements	5,22 M€
Marketing direct	3,17 M€
Web	2,55 M€
Événements	60 k€

Nous continuons de constater une montée des dons issus de la collecte digitale et un recul attendu des dons traditionnels par chèque, les donateurs privilégiant de plus en plus le don par carte bancaire. Les prélèvements automatiques sont quant à eux quasiment stables, marquant une légère augmentation entre 2024 et 2025.

3.4 Les financements publics

Les subventions publiques atteignent 3,49 M€ en 2025. Les principaux financeurs sont l'Agence Française de Développement (AFD) et L'Initiative (une facilité mise en œuvre par Expertise France) pour des programmes de renforcement de capacités menés dans plusieurs pays d'Afrique de l'Ouest et du Centre.

La mairie de Paris finance également un projet au Burundi en faveur des enfants et adolescents vivant avec le VIH et un projet en Roumanie pour la prévention du VIH auprès des personnes usagères de drogues injectables. Dans une moindre mesure, le ministère de la Santé et le ministère de la Justice financent des projets menés en France, principalement dans les Outre-mer.

4. Les dépenses : une activité soutenue au service des missions sociales

4.1 Répartition des charges

Les charges de l'exercice atteignent 18,67 M€, dont 13,46 M€ consacrés directement aux missions sociales.

Type de charges	Montant	Part
Missions sociales	13,46 M€	72,1 %
Collecte	3,63 M€	19,4 %
Fonctionnement et autres	1,58 M€	8,5 %
Total	18,67 M€	100 %

Sidaction maintient un niveau d'efficacité élevé : la part des fonds dédiés aux missions sociales reste très majoritaire et les frais de fonctionnement restent maîtrisés.

4.2 Les missions sociales : une priorité absolue

Nous notons une hausse globale des missions et un renforcement des activités à l'international. Cette hausse des missions est liée aux programmes financés par L'Initiative (une facilité mise en œuvre par Expertise France) et à des soutiens exceptionnels aux structures ayant subi des baisses de financements de la part de l'administration américaine. 13,46 M€, soit plus de 72 % des dépenses totales, ont été consacrés aux missions sociales.

Actions en France – 8,43 M€

Elles se répartissent entre :

- 4,81 M€ de financements versés à des associations et organismes, dont :

- > 2,42 M€ pour la prévention et le dépistage du VIH et des IST ainsi que pour l'accompagnement des personnes vivant avec le VIH,
- > 2,39 M€ pour la recherche.

- 3,62 M€ pour les actions menées directement par Sidaction, incluant :

- > coordination des appels à projets associatifs et scientifiques,
- > suivi et contrôle des projets financés, animation de réseaux,
- > plaidoyer, analyse des données,
- > communication, sensibilisation, production éditoriale.

Actions à l'international – 5,03 M€

Elles concernent :

- 2,13 M€ versés à des associations locales pour la prévention et le dépistage du VIH et des IST ainsi que pour l'accompagnement des personnes vivant avec le VIH,

- 2,90 M€ pour les actions menées directement par Sidaction en Afrique et en Europe de l'Est, incluant :

- > coordination de l'appel à projets associatifs, suivi et contrôle des projets financés, animation de réseaux,
- > plaidoyer, analyse des données, renforcement de capacités, recherche opérationnelle.

4.3 Les frais de collecte : un levier indispensable

Sidaction investit dans des frais de collecte à hauteur de 3,63 M€ (19,4 % des dépenses totales) avec des campagnes efficaces et reconnues :

- > Sidaction médias,
- > campagnes web et courrier,
- > Dîner de la Mode,
- > opérations régionales,
- > gestion des dons et relation donateurs.

Ces investissements sont nécessaires pour maintenir la collecte, fidéliser les donateurs et stabiliser les ressources, notamment dans un contexte incertain fortement marqué par une baisse des subventions publiques, que ce soit en France où à l'international.

4.4 Les frais de fonctionnement : une gestion rigoureuse

Les frais de fonctionnement s'élèvent à 1,58 M€, ils représentent un niveau maîtrisé de 8,5 % des dépenses totales et regroupent :

- > les instances de gouvernance,
- > la direction générale,
- > le service administratif et financier,
- > les moyens généraux.

Ce niveau demeure faible au regard de la taille et du volume d'activités, illustrant la rigueur de gestion.

5. Les contributions volontaires : un levier essentiel

Les contributions volontaires en nature atteignent 1,22 M€, dont :

- > 159 496 € de bénévolat,
- > 1 048 789 € de prestations en nature (supports de diffusion, plateaux téléphoniques, affichage...),
- > 8 196 € de dons matériels.

Ces contributions concernent notamment :

- > les comités scientifique, associatif et international,
- > le Sidaction Médias,
- > le Dîner de la Mode,
- > le Conseil d'Administration,
- > l'appui aux programmes.

Elles témoignent de l'engagement continu des bénévoles, expert-e-s et partenaires.

Ces contributions permettent de réduire les coûts des activités menées et des opérations de collecte événementielle, et ainsi d'amplifier l'impact des actions et de mobiliser un réseau unique d'expertise (médias, experts scientifiques, bénévoles).

6. Les engagements : une vision de long terme

Au-delà des dépenses réalisées, Sidaction a voté 16,7 M€ en 2025 de nouveaux engagements auprès des associations et des équipes de recherche, dont 13,1 M€ restant à verser en 2026 et au-delà.

Indicateur	Montant
Nouveaux engagements	16,7 M€
Versements réalisés	6,94 M€
Reste à verser	13,1 M€

L'engagement de Sidaction auprès de ses partenaires est très élevé sur les années futures. Celui-ci traduit une vision pluriannuelle et une capacité à soutenir des projets dans la durée.

7. Analyse globale : forces et fragilités du modèle

Les atouts majeurs de Sidaction sont :

- > son modèle économique solide,
- > sa trésorerie élevée,
- > sa forte légitimité associative,
- > sa capacité d'engagement pluriannuel.

Les points de vigilance restent l'évolution de la générosité du public, la volatilité des legs, les incertitudes sur les financements publics et l'apparition d'un déficit significatif pour la première année depuis plus d'une décennie.

Le résultat 2025 de -1,17 M€ entraîne la diminution des fonds propres. Les réserves restent cependant très élevées grâce aux résultats positifs enregistrés lors des derniers exercices, permettant un maintien puissant de la capacité d'action.

Ce déficit est lié à des facteurs conjoncturels : report de produits legs et soutiens exceptionnels aux partenaires.

Conclusion : une année charnière pour consolider l'avenir

L'association demeure un acteur majeur du financement de la recherche et du soutien communautaire. Elle possède des fonds propres importants et un réseau de partenaires puissant.

Sidaction conserve une capacité d'intervention forte, une assise financière solide et une légitimité incontestable dans la lutte contre le VIH.

La trésorerie élevée permet à Sidaction d'honorer ses engagements et d'affronter les défis à relever en matière de collecte, tout en poursuivant au mieux ses missions sociales, cœur de son action.

L'enjeu pour les années à venir sera de sécuriser les ressources, diversifier les financements et maintenir l'équilibre financier afin de poursuivre sans relâche la lutte contre le VIH et soutenir les personnes concernées, partout où le besoin existe.

ANNEXES

Sidaction

Annexes

FINANCEMENTS

SCIENTIFIQUES

PRENOM,NOM	STRUCTURE	VILLE	RECHERCHE	TITRE DU PROJET	TOTAL VERSEMENT 2025
Kenza NGONO AYISSI	Centre de Recherche Saint-Antoine	Paris	Fondamentale	Mécanismes impliqués dans le gain de tissu adipeux observé chez certains patients infectés par le VIH et recevant un inhibiteur d'intégrase et/ou du tenofovir alafénamine.	27 293,26 €
Elise NÉDÉLEC	Institut de Recherche pour le Développement - IRD	Paris	Sciences sociales	Mieux comprendre et améliorer le dépistage du cancer du col de l'utérus à Abidjan: une approche socio-anthropologique auprès de femmes vivant avec le VIH (AIMA-CC) et en population générale (PARACAO)	22 302,10 €
Charlotte FLOERSHEIM	Maison Méditerranéenne des Science de l'Homme (MMSH)	Aix en Provence	Sciences Sociales	Entre assignation et autodéfinition, faire communauté dans la lutte contre le VIH en Guyane. Mobilisations associatives et expériences minoritaires.	28 199,61 €
Olivia ZAEGEL FAUCHER	Hôpital Sainte Marguerite	Marseille	Sciences Sociales	CUP- Quali : Cannabis Use in People living with HIV : a qualitative study	990,00 €
Víctor APPAY	Université de Bordeaux	Bordeaux	Appliquée	Immune response to the recombinant Zoster Vaccine in older HIV patients	31 200,00 €
Michaëla MULLER-TRUTWIN	Institut Pasteur	Paris	Fondamentale	Etude de la fonction des cellules tueuses naturelles (NK) chez de personnes obèses et non-obèses contrôlant le VIH spontanément ou sous traitement anti-retroviral et après traitement avec la Statine	88 406,00 €
Nicolas MANEL	Institut Curie	Paris	Fondamentale	Trouver une aiguille virale dans un botte de foin nucléaire: mécanisme moléculaire de détection du VIH par le complexe NONO- cGAS dans le noyau	71 805,00 €
Claudine PIQUE	Institut Cochin	Paris	Fondamentale	Expression, diversité et impacts cellulaires des ARN antisens du VIH-1	5 585,75 €
Christel VERROLET	Institut de Pharmacologie et de Biologie Structurale	Toulouse	Fondamentale	Comment Mycobacterium tuberculosis exacerbe l'infection par le VIH-1 ? Rôle du métabolisme des macrophages	7 000,00 €
Olivier NEYROLLES	Institut de Pharmacologie et de Biologie Structurale	Toulouse	Fondamentale	Comment Mycobacterium tuberculosis exacerbe l'infection par le VIH-1 ? Rôle du métabolisme des macrophages	5 250,00 €
Fabienne BEJJANI	Institut Cochin	Paris	Fondamentale	SPT6 and BRD4: old players with brand new functions in HIV-1 latency.	8 785,67 €
Morgane PICARD	Université de Paris	Paris	Fondamentale	Prévention par un inhibiteur d'apoptose des atteintes lymphocytaires T/B au niveau tissulaire	5 129,90 €
Jean-Christophe PAILLART	Institut de Biologie Moléculaire et Cellulaire (IBMC)	Strasbourg	Fondamentale	Caractérisation de l'interactome de Vif : impact sur la régulation traductionnelle d'APOBEC3G et la réplication virale du VIH-1	18 150,00 €
Stéphane EMILIANI	Institut Cochin	Paris	Fondamentale	Caractérisation de l'interactome de Vif : impact sur la régulation traductionnelle d'APOBEC3G et la réplication virale du VIH-1	3 255,00 €
Stéphane EMILIANI	Institut Cochin	Paris	Fondamentale	CPSF6 meets its NEXT partner to silence HIV expression in latent cells	85 317,75 €
Lucile ESPERT	Institut de Recherche en Infectiologie de Montpellier - IRIM	Montpellier	Fondamentale	Etude du mécanisme permettant à la conjugaison de LC3B aux membranes de favoriser l'entrée du VIH-1 dans les lymphocytes T CD4+	35 000,00 €
Phillipe BENAROCH	Institut Curie	Paris	Fondamentale	How GAS7 and the cytoskeleton participate in the innate sensing of HIV-1 and HIV-2 in myeloid cells	66 846,00 €
Marie-Line ANDREOLA	Université de Bordeaux	Bordeaux	Fondamentale	Rôle des G quadruplex dans l'expression du VIH-1 et impact sur la latence virale.	65 520,00 €
Samir AMRANE	Université de Bordeaux	Bordeaux	Fondamentale	Rôle des G quadruplex dans l'expression du VIH-1 et impact sur la latence virale.	16 500,00 €
Jean-Christophe ANDRAU	Institut de Génétique Moléculaire de Montpellier (IGMM)	Montpellier	Fondamentale	Rôle des G quadruplex dans l'expression du VIH-1 et impact sur la latence virale.	20 000,00 €
Marc LAVIGNE	Institut Pasteur	Paris	Fondamentale	Rôle des G quadruplex dans l'expression du VIH-1 et impact sur la latence virale.	23 920,00 €
Lucie ETIENNE	Ecole Normale Supérieur de Lyon	Lyon	Fondamentale	Functional and evolutionary characterization of the SAMD9/9L gene family impacting HIV and lentiviral replication	19 800,00 €
Mireia PELEGRIIN ZURILLA	Institut de Médecine Régénératrice et de Biothérapie de montpellier (IRMB)	Montpellier	Fondamentale	Role of Fc-engineered anti-HIV-1 broadly neutralizing antibodies in the enhancement of HIV-1 immune responses	35 250,00 €
Bruno BEAUMELLE	Institut de Recherche en Infectiologie de Montpellier - IRIM	Montpellier	Fondamentale	Comment le VIH favorise le développement de la tuberculose et des pathogènes opportunistes : rôles de Tat et de l'autophagie	16 875,00 €
Louis COLLIOT	Collège de France	Paris	Appliquée/Clinique	Utilisation des données génomiques virales pour modéliser la dynamique de l'épidémie de VIH en France à l'aide de méthodes phylogénétiques (MVP)	38 724,00 €
Théo (Néo) GAUDY	Fondation nationale des sciences politiques	Paris	Sciences sociales	Penser les rapports de pouvoir dans la sexualité dans les mobilisations en santé communautaire LGBTQI et TDS, des années 2010 à aujourd'hui.	39 295,66 €
Homayoon MANOCHEHR	CERPOP – Centre d'Epidémiologie et de Recherche en santé des Populations	Toulouse	Appliquée/..	Improving Sexual and Reproductive Health for Adolescents Living with HIV in West Africa: Knowledge, Needs Assessment, Co-Development and Pilot-Testing of an Intervention	38 069,00 €
Rose André Yandé FAYE	Institut de Recherche pour le Développement - IRD	Montpellier	Sciences sociales	Genre et addictions, nouveaux enjeux au Sénégal: nouvelles drogues et féminisation des associations	60 000,00 €
Valerii MARTYNOV	Université de Paris	Paris	Fondamentale	Impact de la modification épitranscriptomique m6A sur la structure et la traduction des ARN du VIH	8 077,87 €
Océane PARIS	Institut de Médecine Régénératrice et de Biothérapie de montpellier (IRMB)	Paris	Fondamentale	Role of Fc-engineered anti-HIV-1 broadly neutralizing antibodies in the enhancement of HIV-1 immune responses	41 025,00 €
Ndeyo Fatou NGOM	EVA Réseau	Dakar	Recherche opér.	Pré-TeFAS.com : diagnostic Communautaire et prévalence des troubles de la santé mentale chez les enfants et adolescent(e)s vivant avec le VIH	74 490,00 €
Morgane BOMSEL	Institut Cochin	Paris	Fondamentale	HIV persistence in the human mucosal tissue macrophages in HIV infected patients under suppressive treatment	52 700,00 €
Sarah GALLOIS-MONTBRUN	Institut Cochin	Paris	Fondamentale	Exploring HIV transcriptome regulation for new therapeutic strategies	95 519,00 €
Pierre GANTNER	Université de Strasbourg	Strasbourg	Fondamentale	Combinaison de stimulation antigénique et d'inhibition de la protéine virale nef pour favoriser la reconnaissance et l'élimination du réservoir VIH	19 164,00 €
Nicolas LORRENTE	Association COALITION Plus	Pantin	Sciences sociales	SEXTRA AL : Besoins en santé sexuelle et accès aux soins VIH des hommes cis et des femmes trans impliqué-es dans le sexe transactionnel en ligne en Equateur et en Bolivie.	10 370,00 €
Claire MONCE	Institut de Biologie et de Chimie des Protéines (IBCP)	Lyon	Appliquée/..	Induction d'une immunité muqueuse neutralisante par une stratégie de prime-boost hétérologue combinant des ARN messagers et un nano assemblage d'enveloppes du VIH-1 administré par voie sublinguale	57 000,00 €
Stéphane PAUL	Ecole Normale Supérieure de Lyon	Lyon	Appliquée	Induction d'une immunité muqueuse neutralisante par une stratégie de prime-boost hétérologue combinant des ARN messagers et un nano assemblage d'enveloppes du VIH-1 administré par voie sublinguale	46 000,00 €
Margot ANNEQUIN	Sciences Economiques & Sociales de la Santé & Traitement de l'Information Médicale	Marseille	Sciences sociales	Passer les frontières du genre et des pays, quels impacts sur les situations sociales et la santé des femmes trans vivant avec le VIH en France.	54 656,50 €
Hussein KARAKI	Institut de Génétique Humaine de Montpellier (IGH)	Montpellier	Fondamentale	High-throughput imaging of HIV-1 transcription to understand viral latency.	9 672,29 €
Claire LACOUTURE	Institut de Recherche en Infectiologie de Montpellier - IRIM	Toulouse	Fondamentale	Comment HIV-1 détourne l'actine corticale pour promouvoir l'assemblage et la formation des particules virales ?	62 137,00 €
Valérie LEROY	CERPOP – Centre d'Epidémiologie et de Recherche en santé des Populations	Toulouse	Sciences sociales	Stratégie de rattrapage de dépistage du VIH de l'enfant et de l'adolescent en Côte d'Ivoire et au Togo : le rôle des associations communautaires	5 190,00 €
Andréa CIMARELLI	Ecole Normale Supérieur de Lyon	Lyon	Fondamentale	CHARACTERIZATION OF THE MECHANISM OF HIV-1 INHIBITION BY TRIM69	51 800,00 €
Gabriel GIRARD	Sciences Economiques & Sociales de la Santé & Traitement de l'Information Médicale	Marseille	Sciences sociales	Interventions communautaires de médiation en santé mentale et santé sexuelle pour les minorités sexuelles et de genre (ICOMED-LGBTQ) : documenter et comparer les pratiques	59 155,00 €
Laszlo BLANQUARD	ACCEPTESS-T	Paris	Sciences sociales	Interventions communautaires de médiation en santé mentale et santé sexuelle pour les minorités sexuelles et de genre (ICOMED-LGBTQ) : documenter et comparer les pratiques	16 386,00 €
Noémie PILLAS	Fierté Marseille Organisation	Marseille	Sciences sociales	Interventions communautaires de médiation en santé mentale et santé sexuelle pour les minorités sexuelles et de genre (ICOMED-LGBTQ) : documenter et comparer les pratiques	17 940,00 €
Dolphine SAUCE	Hôpital de la Pitié Salpêtrière	Paris	Fondamentale	15-years evolution of immuno-virologic trajectory of patients living with HIV (TEMPO2)	55 322,00 €
Geneviève HELIOT-MARCELLIN	Institut Pierre Louis d'Epidémiologie et de Santé Publique	Paris	Fondamentale	15-years evolution of immuno-virologic trajectory of patients living with HIV (TEMPO2)	29 962,50 €
Soel REAL-MOLINA	Sciences Economiques & Sociales de la Santé & Traitement de l'Information Médicale	Marseille	Sciences sociales	Prendre soin des personnes LGBTI+ qui utilisent des drogues	21 380,28 €
Thomas SERRANO	Institut Pasteur	Paris	Fondamentale	Découverte de nouveaux mécanismes essentiels aux étapes finales de la réplication du Virus de Immunodéficience Humaine.	24 556,50 €
Yevgeniy TATIROVSKY	Institut Pasteur	Paris	Fondamentale	Dissecting the FcR-mediated mechanisms of action of broadly neutralizing antibody therapy in HIV	24 556,50 €
Gaston BOSHOUWERS	Université Lumière Lyon 2	Lyon	Sciences sociales	Etude de la qualité de vie sexuelle et ses déterminants psychosociaux chez les femmes vivant avec le VIH en France : quelle place pour des démarches communautaires ?	40 085,66 €
Nadine EL RASHIDI	CERPOP – Centre d'Epidémiologie et de Recherche en santé des Populations	Toulouse	Sciences sociales	Participatory Approach to Understanding and Improving the Nutritional Health and Eating Behaviours of Adolescents Living with HIV in West Africa	38 244,00 €
Alizée GUIROUARD	Université de Lille	Lille	Sciences sociales	Le rôle d'internet dans la construction du rapport au risque de transmission sexuelle du VIH chez les adolescent-es des Hauts-de-France	38 719,00 €
Daniel WIKAR	Institut Pasteur	Paris	Fondamentale	Régulation de la transcription du VIH-1 par les quadruplexes de guanines et les protéines de Paraspeckles	24 096,00 €
Seydou DRABO	Sciences Economiques & Sociales de la Santé & Traitement de l'Information Médicale	Marseille	Sciences sociales	Évaluation qualitative des effets d'une stratégie intégrée de prévention de la transmission mère enfant du VIH, de la syphilis et du virus de l'hépatite B au Burkina Faso et en Gambie (projet TRIMOM)	75 237,20 €
Dorine MARTRES	Institut Toulousain des Maladies Infectieuses et Inflammatoires (Infinity)	Toulouse	Fondamentale	Comprendre la transmission de l'infection par VIH-1 via l'étude des propriétés de virus X4/R5X4 isolés d'individus récemment infectés»	32 231,25 €
Michaëla MULLER-TRUTWIN	Institut Pasteur	Paris	Fondamentale	Implications of HIV-1 and HIV-2 Coinfections for Novel HIV Cure Approaches	1 564,00 €
Peter QUASHIE	West African Centre for Cell Biology of Infectious Pathogens – WACCBIP	Legon, Accra – Ghana	Fondamentale	Implications of HIV-1 and HIV-2 Coinfections for Novel HIV Cure Approaches	12 528,00 €

PRENOM,NOM		STRUCTURE	VILLE	RECHERCHE	TITRE DU PROJET	TOTAL VERSEMENT 2025
	Blandine MONEL	Institut de Recherche en Santé 2 (IRS2)	Nantes	Immunologie	HIV entry, consequences and immunotherapy in situ	57 947,50 €
	Christel PROTIÈRE	Faculté de Médecine Lyon Est	Lyon	Sciences sociales	Understanding how healthcare Professionals Make and Experience their Decisions in HIV Cure/remission clinical trials in real-world situations	11 477,50 €
	Christophe ROUQUETTE	Association TRT-5	Pantin	Sciences sociales	Understanding how healthcare Professionals Make and Experience their Decisions in HIV Cure/remission clinical trials in real-world situations	7 342,00 €
	Michaëla MULLER-TRUTWIN	Institut Pasteur	Paris	Fondamentale	Generation of highly differentiated NK cells to synergize with broadly Neutralizing antibOodies to reduce Viral reservoirs in tissues and promote viral control in Absence of ART (GENNOVA)	43 368,00 €
	Jori SYMONS	University Medical Center Utrecht	Utrecht - Pays-Bas	Fondamentale	Generation of highly differentiated NK cells to synergize with broadly Neutralizing antibOodies to reduce Viral reservoirs in tissues and promote viral control in Absence of ART (GENNOVA)	9 112,00 €
	Jori SYMONS	University Medical Center Utrecht	Utrecht - Pays-Bas	Fondamentale	Nanoparticle Delivery of Self-Amplifying mRNA encoding antibodies for HIV-1 cure	65 811,00 €
	Marit VAN GILS	Amsterdam UMC	Amsterdam - Pays-Bas	Fondamentale	Nanoparticle Delivery of Self-Amplifying mRNA encoding antibodies for HIV-1 cure	23 228,00 €
	Tokameh MAHMOUDI	Erasmus Médical Center	Rotterdam, Pays-Bas	Fondamentale	Nanoparticle Delivery of Self-Amplifying mRNA encoding antibodies for HIV-1 cure	31 478,00 €
	Valentine BECQUET	Institut national d'études démographiques – INED	Aubervilliers	Sciences sociales	Les Droits et Santé Sexuels et Reproductifs des travailleuses du sexe	5 824,50 €
	Lise CHAUVÉAU	Institut de Recherche en Infectiologie de Montpellier - IRIM	Montpellier	Fondamentale	Metabolites incorporated in viral particles: identification and impact	18 974,50 €
	Céline BAYAC	Institut national d'études démographiques – INED	Aubervilliers	Sciences sociales	Le suivi gynécologique et obstétrical des travailleuses du sexe	12 104,25 €
	Noa GAMET	Institut Pasteur	Paris	Fondamentale	Découverte de nouveaux mécanismes essentiels pour l'assemblage et le bourgeonnement du VIH-1	12 121,51 €
	Charlotte FLOERSHEIM	Maison Méditerranéenne des Science de l'Homme (MMSH)	Aix en Provence	Sciences Sociales	Entre assignation et autodéfinition, faire communauté dans la lutte contre le VIH en Guyane. Mobilisations associatives et expériences minoritaires.	10 195,30 €
	Hugo GENIN	Institut Cochin	Paris	Fondamentale	Mucosal anti-HIV-1 roles of the thrombospondin 1 (TSP1) interactome	6 848,84 €
	Anaël HANOUNA	Institut Curie	Paris	Fondamentale	Le rôle de GAS7 dans la réponse antivirale des macrophages	10 331,25 €
	Kerdip té Dimitri KAMBOU	CERPOP – Centre d'Epidémiologie et de Recherche en santé des Populations	Toulouse	Appliquée	Evaluation médico-économique d'interventions de rattrapage du dépistage et de prise en charge du VIH pédiatrique en Afrique sub-Saharienne : utilisation des ressources de santé, coûts des intervention	15 966,00 €
	Léo MANAC'H	Sciences Economiques & Sociales de la Santé & Traitement de l'Information Médicale	Marseille	Sciences sociales	La lutte contre le VIH/sida face aux extrêmes droites. Sociohistoire des politiques de résistance à la peur	11 925,75 €
	Hippolyte REGNAULT	Institut de recherche interdisciplinaire en sciences sociales (IRISSO)	Paris	Sciences sociales	Médicaments, genre et inégalités sociales de santé. Interroger le sexe de la prophylaxie préexposition (PrEP)	9 628,00 €
	Paul RIVEST	Institut de Recherche Interdisciplinaire sur les Enjeux Sociaux	Paris	Sciences sociales	Le temps des sexualités : socio-anthropologie des engagements sexuels et intimes des HSH seniors au regard du VIH.	14 743,65 €
	Robin TITOUAN	Institut Cochin	Paris	Fondamentale	Impact de l'infection VIH-1 sur le rôle de RUSC3 dans la synapse immune	11 758,50 €
	Paul PETIT	Collège de France	Paris	Fondamentale	Évolution de la charge virale et propagation de l'épidémie de VIH en France	10 028,17 €
	Sabrine KHODJA	Institut Cochin	Paris	Fondamentale	Caractérisation de nouvelles voies antivirales inactivées par les protéines lentivirales Vpr	7 896,22 €
TOTAL						2 392 345,69€

Fonds versés par thématique

Thématiques	Montants versés en 2025
Aides aux Equipes	1 491 134 €
Jeunes Chercheurs	541 145 €
Jeunes Chercheurs Thèse	354 876 €
Recherche Opérationnelle	5 190 €
Total	2 392 346 €

SidaactionAnnexes des FinancesFinancements

FINANCEMENTS

A L'INTERNATIONAL

PAYS ET STRUCTURES	NOMBRE DE PROJETS FINANCÉS EN 2025	MONTANT VERSÉ EN 2025
AFRIQUE	49	1 955 450,00 €
Bénin	2	95 000,00 €
Racines	1	80 000,00 €
Synérgie Trans Bénin (STB)	1	15 000,00 €
Burkina Faso	3	143 000,00 €
Association Espoir pour Demain (AED)	1	20 000,00 €
Responsabilité Espoir Vie Solidarité (REVS PLUS)	2	123 000,00 €
Burundi	9	387 044,00 €
Burundi Association of people who used drugs (BAPUD)	3	41 198,00 €
Society for Women and Aids in Africa - Burundi (SWAA Burundi)	3	127 000,00 €
Association Nationale de soutien aux Séropositifs et malades du Sida (ANSS)	3	218 846,00 €
Cameroun	5	161 306,00 €
Horizons Femmes	3	51 934,00 €
Society for Women and Aids in Africa - Littoral (SWAA Littoral)	1	91 500,00 €
TRANSAMICAL	1	17 872,00 €
Congo, Rep. Dem.	1	50 500,00 €
S.O.S SIDA-KIVU	1	50 500,00 €
Côte d'Ivoire	6	266 356,00 €
Espace Confiance	2	106 000,00 €
PAROLES AUTOUR DE LA SANTE	1	16 436,00 €
Centre Solidarité Action Sociale de Bouaké (Centre SAS)	3	143 920,00 €
Guinée	3	41 278,00 €
Afrique Arc-en-Ciel Guinée (AAECG)	2	14 698,00 €
Fondation Espoir Guinée (FEG)	1	26 580,00 €
Mali	4	253 784,00 €
Association Kéné Dougou Solidarité (AKS)	2	115 250,00 €
ARCAD Santé PLUS	2	138 534,00 €
Maroc	1	18 024,00 €
ALCS - Association de Lutte Contre le Sida	1	18 024,00 €
Niger	2	46 070,00 €
Mieux Vivre avec le Sida (MVS)	1	36 074,00 €
Songes	1	9 996,00 €
République de Djibouti	1	23 000,00 €
Solidarité Féminine	1	23 000,00 €
République de Maurice	1	26 250,00 €
Prévention Information et Lutte contre le Sida (PILS)	1	26 250,00 €
République du Congo	2	109 316,00 €
Avenir Positif	1	42 698,00 €
Association Serment Universel (ASU)	1	66 618,00 €
Tchad	1	56 365,00 €
Association Djenandoum Naasson (ADN)	1	56 365,00 €
Togo	8	278 157,00 €
Espoir Vie Togo (EVT)	3	110 190,00 €
Action Contre le Sida (ACS) devient Action Communautaire pour la Santé	3	73 665,00 €
Aides Médicales et Charité (AMC)	2	94 302,00 €

PAYS ET STRUCTURES	NOMBRE DE PROJETS FINANCÉS EN 2025	MONTANT VERSÉ EN 2025
EUROPE	7	178 157,00 €
Roumanie	4	98 700,00 €
ARAS (ASSOCIATION ROUMAINE CONTRE LE SIDA)	2	66 200,00 €
L'Association Carusel	2	32 500,00 €
Russie	1	26 427,00 €
Humanitarian Action	1	26 427,00 €
Ukraine	2	53 030,00 €
Tochka opory UA	2	53 030,00 €
TOTAL	56	2 133 607,00 €

Fonds versés par thématique à l'international

Thématiques	Montants versés en 2025
Appel à Projets International	1 692 723 €
Bailleurs externes	161 500 €
Soutiens exceptionnels	271 463 €
Recherche Opérationnelle	7 921 €
Total	2 133 607 €

SidaactionAnnexes de FranceFinancements

FINANCEMENTS

EN FRANCE

PAYS ET STRUCTURES	NOMBRE DE PROJETS FINANCÉS EN 2025	MONTANT VERSÉ EN 2025
Auvergne-Rhône-Alpes	6	207 800 €
CABIRIA	1	79 800 €
Da Ti Seni	1	25 000 €
KEEP SMILING	1	25 000 €
TEMPO Association	1	15 000 €
ASSOCIATION DE LUTTE CONTRE LE SIDA (ALS)	1	60 000 €
ARAVIH	1	3 000 €
Bretagne	1	15 000 €
ASSOCIATION LES PETROLETTES	1	15 000 €
Centre-Val de Loire	2	37 000 €
APPUI SANTE LOIRET	1	14 000 €
GROUPE ACTION GAY ET LESBIEN - LOIRET (GAGL)	1	23 000 €
Corse	1	48 900 €
AIUTU CORSO	1	48 900 €
Grand Est	2	7 000 €
REVIH MULHOUSE	1	3 000 €
ASSOCIATION SOCIALE ALSACE VIH	1	4 000 €
Guadeloupe	1	7 500 €
Tan Pou Santé	1	7 500 €
Guyane	7	190 780 €
COMEDE	1	33 000 €
ENTR'AIDES GUYANE	1	15 000 €
ACTIONS POUR LE DÉVELOPPEMENT L'ÉDUCATION ET LA RECHERCHE (ADER)	1	25 000 €
Association IDsanté	1	15 000 €
DÉVELOPPEMENT ACCOMPAGNEMENT ANIMATION COOPÉRATION (DAAC)	1	53 780 €
Association Guyanaise de Réduction des Risques (AGRRR)	1	26 000 €
KAZ PLURIELLES / L'ARBRE FROMAGER	1	23 000 €
Hauts-de-France	1	16 200 €
Association pour le Développement des Initiatives en Santé (ADIS)	1	16 200 €
Île-de-France	28	1 234 994 €
ACCEPTESS-T	1	94 380 €
ACTIONS TRAITEMENTS	1	45 000 €
AFRIQUE AVENIR	1	79 500 €
ARCAT	1	104 100 €
AREMEDIA	1	42 000 €
ASSOCIATION ESPOIR	2	64 014 €
ASSOCIATION MARIE MADELEINE	1	32 400 €
AUORE	1	20 000 €
BASILIADE	2	180 800 €
COMEDE	1	46 000 €
COMITE DES FAMILLES	1	37 600 €
DESSINE MOI UN MOUTON	1	78 000 €
IKAMBERE LA MAISON ACCUEILLANTE	2	80 600 €
LA PLAGE	1	20 000 €
LE BUS DES FEMMES	1	30 000 €
LES PETITS BONHEURS	1	15 000 €
Les Roses d'Acier - Alliance des femmes	1	8 000 €
ACT UP-PARIS	1	42 500 €
Bamesso et ses amis	1	20 000 €
Fédération Parapluie Rouge	1	30 000 €
MIGRATIONS SANTÉ France	1	13 000 €
OBSERVATOIRE INTERNATIONAL DES PRISONS - SECTION FRANÇAISE (OIP)	1	32 000 €
PRÉVENTION ACTION SANTÉ TRAVAIL POUR LES TRANSGENRES (PASTT)	1	61100 €
Solidarité enfants sida (SOL EN SI)	1	56 000 €
GreyPRIDE	1	3 000 €
LA REUNION	2	43 026 €
Rive	1	18 326 €
Association réunionnaise pour la prévention des risques liés à la sexualité et aux harcèlements (ARPSH)	1	24 700 €

PAYS ET STRUCTURES	NOMBRE DE PROJETS FINANCÉS EN 2025	MONTANT VERSÉ EN 2025
Martinique	1	39 000 €
Action sida Martinique	1	39 000 €
MAYOTTE	2	23 800 €
NARIKE M'SADA	1	15 000 €
Fahamou Maecha (ASFM)	1	8 800 €
NORMANDIE	1	8 000 €
SID'ACCUEIL Normandie	1	8 000 €
NOUVELLE-AQUITAINE	2	26 000 €
LA CASE	1	15 000 €
Entr'AIDS	1	11 000 €
OCCITANIE	9	260 861 €
ACT UP SUD OUEST	1	45 000 €
ASSOCIATION VIVRE	1	8 500 €
ENVIE	2	66 211 €
LA MAISON DE VIE DU ROUSSILLON	1	2 600 €
RELAIS VIH	1	25 000 €
ARAP. RUBIS	1	38 000 €
Grisélidis	2	75 550 €
PAYS DE LA LOIRE	2	34 000 €
MEDECINS DU MONDE	1	14 000 €
PALOMA	1	20 000 €
PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR	5	217 840 €
AUTRES REGARDS	1	39 000 €
NOUVELLE AUBE	1	25 000 €
RÉSEAU SANTÉ MARSEILLE SUD	1	80 000 €
Solidarité enfants sida (SOL EN SI)	1	59 000 €
CENTRE LGBTQIA+ CÔTE D'AZUR	1	14 840 €
TOTAL	73	2 417 701 €

Fonds versés par thématique en France

Thématiques	Montants versés en 2025
Appel à France	2 390 426 €
Soutiens exceptionnels	17 275 €
Bailleurs externes	10 000 €
Total	2 417 701 €

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DE SIDACTION

2025

Membres du conseil d'administration – répartition par collège

Collège personnalités qualifiées

Line Renaud
(membre du bureau)

Vice-présidente

Marc Mortureux
(membre du bureau)

Trésorier

Collège associatif France :

Madame Carine Favier
(membre du bureau)

Administratrice, Planning Familial
Madame Camille Spire

Administratrice, Aides

Madame Christine Rouzioux

Administratrice, Arcat – Le Kiosque

Monsieur Didier Arthaud

Administrateur, Basiliade

Madame Giovanna Rincon

Administratrice, Acceptess-T

Monsieur Julien Bruneau

Administrateur, Act Up Paris

Collège International :

Madame Jeanne Gapiya-Niyonzima

Administratrice, A.N.S.S. (Burundi)

Monsieur Louis Pizarro
(membre du bureau)

Administrateur, DNDi

Madame Pauline Londeix

Administratrice, Observatoire de la transparence
dans les politiques du médicament

Monsieur Rodrigue Koffi

Administrateur, Réseau Grandir Ensemble

Françoise Barré-Sinoussi

Présidente, prix Nobel de médecine 2008

Line Renaud

Vice-Présidente déléguée

Fanny Chabrol

Secrétaire Générale

Marc Mortureux

Trésorier

Collège Scientifique et Médical :

Madame Françoise Barré-Sinoussi
(membre du bureau)

Prix Nobel de médecine 2008

Monsieur Jean-François Delfraissy

Administrateur, Hôpital de Bicêtre

Monsieur Pascal Pugliese

Administrateur, S.F.L.S.

Madame Constance Delaugerre

Administratrice, Hôpital Saint-Louis

Monsieur François Dabis

Administrateur, ISPED

Madame Fanny Chabrol

(membre du bureau)

Secrétaire générale, IRD

Invités :

Madame Lucie Etienne

Présidente du Comité Scientifique et Médical

Madame Chanelle Kouankep

Présidente du Comité International

Madame Inès Messaoudi

Présidente du Comité Associatif France

Membre d'honneur :

Monsieur Pascal Obispo

LE COMITÉ SCIENTIFIQUE ET MÉDICAL

Présidente

Dr Lucie ETIENNE

Centre International de Recherche en
Infectiologie – CNRS – Université Lyon 1
– ENS Lyon, Lyon

Membres

Dr Avelin AGHOKENG

IRD, MIVEGEC, Montpellier

Dr Valentine BECQUET

Institut national d'études
démographiques, Aubervilliers

Dr Serena BERNACCHI

UNISTRA, Strasbourg

Dr Blandine BILLAT

Institut de Recherche en Science de
la santé (IRSS/CNRST), Ouagadougou

Dr Cécile CAMES

TransVIHmi, Montpellier

Dr Séverine CARILLON

Ceped-IRD, Université Paris Cité,
Montpellier

Dr Angela Teresa CIUFFI

UNIL Lausanne, Suisse

Dr Coralie DAUSSY

IRIM, Montpellier

Dr Sébastien DUCHENE

Institut Pasteur, Paris

Dr Gabriel GIRARD

SESSTIM, Marseille

Dr Paul LESBATS

CNRS – UMR 5234, Bordeaux

Dr Roy MATKOVIC

Institut Cochin, Paris

Dr Roy MATKOVIC

Institut Cochin, Paris

Pr Laurence MEYER

Paris Saclay – Hôpital de Bicêtre, Le Kremlin-Bicêtre

Dr Arnaud MORIS

Institut de Biologie Intégrative de la Cellule
– 2BC – CNRS – CEA, Gif-Sur-Yvette

Dr Emilie MOSNIER

CHU St Pierre de la Réunion, Marseille / La Réunion

Dr Romain PALICH

Hôpital Pitié-Salpêtrière – iPLESP –
INSERM 1136 – Sorbonne Université, Paris

Dr Mireia PELEGRIN

IRMB-INSERM, Montpellier

Dr Olivier ROBINEAU

Centre hospitalier Gustave Dron, Tourcoing

Dr Delphine SAUCE

Centre d'Immunologie et des Maladies
Infectieuses – INSERM, Paris

Dr Karl STEFIC

Centre Hospitalier Régional Universitaire
de Tours, Tours

Dr Thierry TRAN

TRT-5 CHV, AIDES Dijon, Dijon

Dr Carine VAN LINT

FRS-FNRS – Université Libre de Bruxelles, Bruxelles

Dr Florian VÖRÖS

Institut des sciences sociales – Faculté des sciences
économiques, sociales et territoriales, Univ Lille, Lille

MEMBRES DES COMITES

ASSOCIATIF FRANCE

Présidente**Inès MESSAOUDI**

PASTT (Paris)

Membres

Fati ABDOU

BASILIADE URACA (Paris)

Caroline ANDOUM

BAMESSO (Seine Saint Denis)

Iris ARNULF

TEMPO (Grenoble)

Khalid BENMESSAOUD

MIGRATION SANTE (Montreuil)

Solène BOST

AREMEDIA (Paris)

Marcia BURNIER

COMEDE (Le Kremlin-Bicêtre)

Julia CHARBONNIER

ACTIONS TRAITEMENTS (Paris)

June CHARLOT

GRISSELIDIS (Toulouse)

Christophe DESPORTES-GUILLOUX

GAGL (Orléans)

Catherine DUPLESSY

SAFE (Paris)

Fanny GRAS

GUYANE PROMOTION SANTE (Guyane)

Julie LANGLOIS

CENTRE HOSPITALIER SUD SEINE ET MARNE / SFLS (Paris)

Jeanne LE GOFF

APPUI SANTÉ LOIRET (Orléans)

Chloé LE GOUËZ

MAIRIE DE PARIS (Paris)

Erwann LE HÔ

Centre LGBTQIA+ Côte d'Azur (Nice)

Anne-Lise LEMUS

ACTION SIDA MARTINIQUE (Martinique)

Guylène MADELINE

Exe GAPS (Bordeaux)

Marjorie MAILLAND

RESEAU SANTE MARSEILLE SUD (Marseille)

Thierry MIATTI

AFRIQUE AVENIR (Paris)

Corinne TAERON

ARCAT (Paris)

Thibault TARRAL

ENVIE / COREVIH OCCITANIE (Montpellier)

Bastien VIBERT

LE CRIPS / ELCS (Paris)

Eva VOCZ

Exe ACT UP-PARIS (Paris)

INTERNATIONAL

Présidente**Chanelle KOUANKEP**

TransAmical / RITA / Affirmative Action (Cameroun)

Membres

Jean-Marie ALLEY

ESPOIR VIE TOGO (Togo)

Franck AMANI

AGCS PLUS (Sénégal)

Faouzia BOUZZITOUN

CENTRE DE FORMATION AHSUD (Maroc)

Gratien CHIBUNGIRI

SOS SIDA (RDC)

Laura CIAFFI

PROJET VIHEILLIR (Cameroun)

Emmanuel HOUNSIME

ESPOIR VIE TOGO (TOGO)

Hortense HOUSSINMinistère de la Santé / Conseil National de la
Médecine Hospitalière (Bénin)**Francine KAREMERA**

PSI (Burundi)

Fatoumata KONTAO

GRANDIR ENSEMBLE (Mali)

Denise NGATCHOU

HORIZON FEMMES (Cameroun)

Fabrice NIKUZE

ANSS (Burundi)

Eric NSENGIYUMVA

BAPUD (Burundi)

Aurélié PHILIPS

MDM (France)

René SANKARA

KASABATI (Burkina Faso)

Sidi SIBY

AKS (Mali)

Absatou Moussa TOUKOUYOU

MIEUX VIVRE AVEC LE SIDA (Niger)

Ludmila VERDES

ARAS (Roumanie)

Réjane ZIO

CONSULTANTE (France)

Florence THUNE
Directrice Générale

Pôle gestion finance	Pôle marketing direct	Pôle communication et évènementiel	Pôle qualité et développement	Pôle financement de la recherche et des associations	Pôle analyses et plaidoyer	Pôle RH, juridique et moyens généraux	Pôle scientifique
Benoit DESMIDT Directeur administratif et financier Elodie MOUGANY Comptable Annie Patricette HOASY Responsable gestion finance Bassira HAMANI Responsable gestion administrative et financière programmes Manal HACHEM Contrôleuse de gestion Nadia ABID Responsable de gestion programmes Pamela AOUN Contrôleuse de gestion Georges Adam SORO Apprenti chargé de gestion financière programmes	Virginie MAUJEAN Responsable marketing direct Christelle MUNDALA Responsable relations donateurs Madalina GUBAS Chargée de relations donateurs Antoine TISSOT Responsable marketing digital	Alexandre JALBERT Directeur communication et évènementiel Noémi NAUDI Responsable relations publiques et évènementiel Bérénice PIERSON Responsable Communication Marine CHARLIER Chargée de communication Françoise GODARD Responsable opérations de collectes régionales Justine COURTOT Responsable Communication digitale Nicolas GATEAU Responsable de la communication professionnelle, mutualisation et diffusion des savoirs	Audrey GIRET Directrice Qualité et Développement Julia GROLERE Chargée de gestion administrative Léa NTAMBU Responsable thématique Enfants Ados Anne SUSSET Coordinatrice des programmes internationaux financés par les bailleurs externes Olivia ZANATTA-SYLLA Responsable thématique Continuum de soins Marine LALIQUE Responsable suivi/évaluation Solena MARTIN EDOUARD Apprentie qualité et développement	Sandrine FOURNIER Directrice financement de la recherche et des associations Léa LE BERRE Assistante administrative Séverine DJOUADA Coordinatrice de la gestion des appels à projets Corinne LE HUITOUZE Coordinatrice de la gestion des appels à projets Jennifer COUBARD Responsable de programmes associatifs Frédérique VIAUD Responsable de programmes associatifs Cécile CHARTRAIN Responsable de programmes associatifs To-Chau TRAN Responsable de programmes associatifs Julia ROY Responsable de programmes associatifs Coralie MALLET Assistante Administrative Ridha NOUIOUAT Responsable thématique Milieu carcéral	Hélène ROGER Directrice analyses et plaidoyer Anaïs SAINT-GAL Responsable de plaidoyer Sabrina COSSAIS Responsable analyse de données Chloé DJADEL Chargée de projet «Fabrique des Dialogues» Manon LABRUNE Apprentie chargée de plaidoyer	Cécile RUSTICI Responsable Ressources Humaines Juridique et serv. généraux Carole GOUDARD Assistante administrative Florian CARLO Logisticien sécurité	Jane DEUVE Directrice scientifique Julia GROLERE Chargée de gestion administrative Simon FRETTEL Chargé de suivi et valorisation des projets scientifiques et médicaux Thibaut BOUDON Responsable recherches opérationnelles



Rédaction : Romain Loury

Coordination générale : Nicolas Gateau et Justine Courtot

Conception graphique : Emma Karamyan

Crédits photos : Sebastien Duijndam, Vincent Isoré, François Goizé,
Cha Gonzales, Joga, MNSTR, Bruno Amsellem, Justine Courtot,
Virginie Nguyen



228 rue du Faubourg Saint-Martin
75010 Paris

01 53 26 45 55 | sidaction.org | sidaction@sidaction.org

Association reconnue d'utilité publique, habilitée à recevoir legs et donations